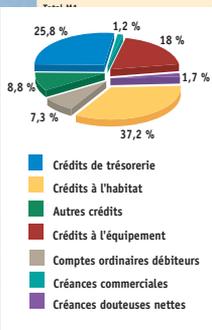




Bulletin trimestriel

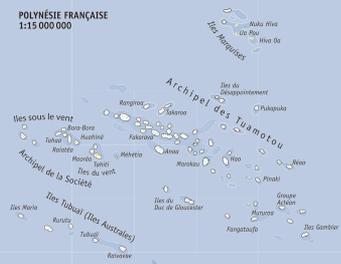
Conjoncture monétaire et financière

	Montants (millions de XPF)			Variations			
	Décembre			valeur		pourcentage	
M1	2001	2002	2003	(n-1) - (n-2)	n - (n-1)	n-1/n-2	n/n-1
Circulation fiduciaire	20 717	21 325	22 003	608	678	2,9 %	3,2 %
- Billets	18 302	18 811	19 380	508	569	2,8 %	3,0 %
- Pièces	2 415	2 514	2 623	100	109	4,1 %	4,3 %
Dépôts à vue	196 908	203 097	224 197	6 189	21 100	3,1 %	10,4 %
- Banques	184 617	191 651	211 584	7 034	19 933	3,8 %	10,4 %
- OPT	11 766	11 011	12 199	- 755	1 188	- 6,4 %	10,8 %
- Trésor public	526	436	414	- 90	- 22	- 17,2 %	- 5,0 %
M2	17 625	224 422	246 200	6 797	21 778	3,1 %	9,7 %
M3	90 914	100 797	132 798	9 883	32 001	10,9 %	31,7 %
M4	90 914	100 429	132 038	9 515	31 608	10,5 %	31,5 %
M5	-	368	760	368	392	-	106,6 %
M6	08 539	325 220	378 998	16 680	53 778	5,4 %	16,5 %
M7	94 903	197 245	168 135	2 342	- 29 111	1,2 %	- 14,8 %
M8	173 558	170 284	145 140	- 3 274	- 25 144	- 1,9 %	- 14,8 %



N° 136 - Statistiques au 30/09/2008

POLYNÉSIE FRANÇAISE
1:15 000 000



Polynésie française

L'Institut d'Emission d'Outre-Mer (IEOM) est la banque centrale de Nouvelle-Calédonie, Wallis-et-Futuna et de Polynésie française. A ce titre, il exerce un certain nombre de missions essentielles pour le développement de ces économies, parmi lesquelles :

- **L'émission des signes monétaires ;**
- **Le refinancement des établissements de crédit**, notamment au moyen du **réescompte des crédits bancaires** consentis aux entreprises des secteurs considérés comme prioritaires et qui présentent une situation financière équilibrée. Ce dispositif permet aux entreprises de bénéficier, dans certaines conditions, de crédits à taux réduits pour des facilités de trésorerie ou des concours d'équipement ;
- **Les services rendus à la communauté bancaire** (gestion des systèmes d'échanges interbancaires, recensement des risques, centralisation des incidents de paiement sur chèques ou autres valeurs, élaboration des statistiques monétaires et des parts de marché des établissements de crédit, etc...) ;
- **La surveillance du fonctionnement du système bancaire et la protection de l'épargne**, en relation avec les autres autorités monétaires nationales ;
- **La réalisation d'études périodiques** (rapport annuel, bulletin trimestriel, lettre mensuelle de l'IEOM, enquête de conjoncture, enquête sur le coût du crédit aux entreprises et aux particuliers, monographies sectorielles...) sur l'économie des collectivités et territoires d'outre-mer;
- **L'établissement de la balance des paiements de la Polynésie française**, conjointement avec la Banque de France.

Sommaire

Synthèse	4
Annexes	7
Méthodologie	7
1. La masse monétaire et la circulation fiduciaire	8
1.1 La masse monétaire	8
1.2 La circulation fiduciaire	8
1.3 Les contreparties de la masse monétaire	9
2. Les avoirs financiers des agents économiques	10
2.1 Les avoirs des ménages	11
2.2 Les avoirs des sociétés	12
2.3 Les avoirs par nature	13
3. L'endettement des agents économiques	14
3.1 L'endettement auprès de l'ensemble des établissements de crédit	14
3.2 L'endettement auprès des établissements de crédit locaux	18
4. Le financement des crédits bancaires	20
4.1 L'équilibre emplois- ressources	20
4.2 Le réescompte	20
5. Les engagements sectoriels	20
6. Les indicateurs de vulnérabilité	21
6.1 Les indicateurs globaux	21
6.2 La vulnérabilité des ménages	21
6.3 La vulnérabilité des entreprises	22
7. Les échanges de valeurs	22
8. Rappel des taux	23
8.1 Les taux règlementés	23
8.2 Les principaux taux de marché	23
8.3 Les enquêtes de l'IEOM sur le coût du crédit aux entreprises	23
8.4 Les enquêtes de l'IEOM sur le coût du crédit aux particuliers	23
8.5 Taux de l'usure	23

Synthèse

Evolution monétaire et financière internationale

La crise financière qui a éclaté à l'été 2007 aux Etats-Unis dans le secteur du crédit aux particuliers avant de devenir un phénomène de marché, n'en finit pas de produire ses effets plus d'un an après. Son ampleur, la rapidité de la contagion à la sphère financière mondiale et sa durée, en font l'une des crises les plus violentes dans l'histoire financière récente. Au mois de septembre 2008, un pic a été atteint avec la faillite de la banque américaine d'investissement Lehman Brothers suivie, au niveau européen, du sauvetage d'urgence de plusieurs institutions financières (banques Dexia et Fortis). Les conditions de refinancement des banques se sont dès lors brutalement dégradées alors que les liquidités désertaient les marchés monétaires, mettant en difficulté de nombreux acteurs bancaires.

Dans ce contexte, les banques centrales ont injecté massivement des liquidités, afin de se substituer à des marchés interbancaires en situation de blocage (crise de confiance). Sept d'entre elles (dont la FED, la BCE, la Banque d'Angleterre et la Banque du Japon) ont réduit de façon conjointe leurs taux directeurs d'un demi-point le 6 octobre, la BCE ayant procédé à une nouvelle baisse équivalente le 6 novembre. Parallèlement, la difficulté des banques à se refinancer faisant peser des risques sur leur capacité à prêter aux acteurs économiques, les gouvernements, aux Etats-Unis comme en Europe, ont agi afin d'anticiper un éventuel resserrement des octrois de crédit. Cette action a porté en France sur le renforcement des fonds propres des établissements les plus exposés et la mise à disposition d'un guichet de refinancement complémentaire à la ressource en monnaie centrale, pour un montant total de 360 milliards d'euros.

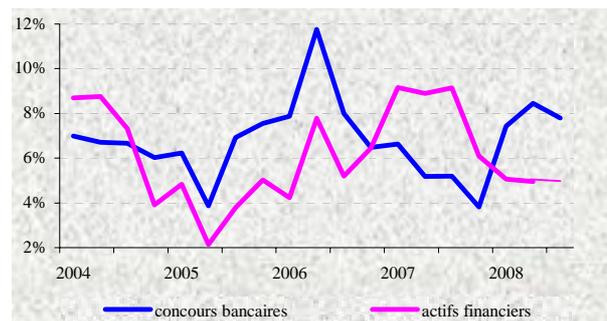
Les craintes d'une contagion de la crise financière à l'économie réelle ont provoqué une baisse généralisée des indices boursiers internationaux et fait chuter le prix du pétrole, comme celui des autres matières premières. Le cours du baril est en effet tombé à 50 dollars en cette fin novembre alors qu'un pic avait été atteint à près de 150 au mois de juillet dernier. Sur le marché des changes, ces craintes de ralentissement économique ont provoqué des rapatriements de capitaux vers les Etats-Unis, soutenant ainsi le dollar américain. Alors qu'il s'échangeait contre l'euro à 1,6 dollar en juillet dernier, son cours a été ramené à 1,3 en novembre 2008.

L'activité bancaire locale ne reflète pas de signe particulier lié à la crise financière

Ayant privilégié des placements peu exposés à la très forte volatilité des marchés financiers observée durant ces derniers mois, les banques installées localement n'ont pas eu à déplorer de dépréciation d'actifs induite par la crise financière. Les conditions de collecte de ressources et d'accès aux marchés sont certes plus difficiles, mais elles continuent de bénéficier du soutien financier de leur maison mère, réaffirmé dans le cadre du plan déployé par le gouvernement français. Par ailleurs, la récente baisse des taux directeurs de la Banque Centrale Européenne, dont l'IEOM s'est fait l'écho, offre aux banques de la place des conditions de refinancement plus douces, celles-ci pouvant également bénéficier du refinancement apporté par des Institutions financières hors place.

En glissement annuel, l'encours global des crédits a augmenté de 8,5 % à septembre 2008. Les ressources, quant à elles, ont augmenté au rythme de 4,2 %, en raison notamment du tassement des dépôts à vue (+2,5 % en glissement annuel et -4,1 % sur le trimestre) et malgré l'accroissement sensible des placements indexés sur le taux du marché (+20,5 %).

Evolution en glissement annuel



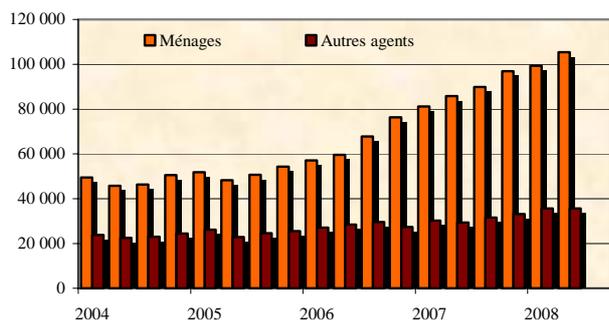
Poursuite de la croissance des dépôts à terme et baisse des dépôts à vue des ménages

Au troisième trimestre 2008, l'ensemble des actifs financiers détenus par les agents économiques polynésiens a représenté un volume de 471,8 milliards de F CFP, soit en augmentation en glissement annuel (+4,2 %), mais en légère diminution par rapport au trimestre précédent (-0,4%).

L'épargne des ménages a progressé de 4,8 % entre septembre 2007 et septembre 2008, sous l'impulsion des dépôts à terme, qui augmentent de 26,9 % en l'espace d'un an (+ 8,2 % sur un seul trimestre), et des contrats d'assurance-vie, à + 5,8 %. En revanche, la contraction des dépôts à vue des ménages s'est accélérée au troisième trimestre (- 4,2 %) affichant une baisse de 5,4 % en rythme annuel. Cette tendance peut s'expliquer par les arbitrages probablement opérés par les particuliers au profit des placements rémunérés, dans un contexte de concurrence renforcée entre les banques sur la collecte de l'épargne.

Cette substitution se retrouve également dans l'évolution des avoirs financiers des sociétés non financières (qui globalement n'ont crû que de 0,9 % en rythme annuel), puisque les dépôts à terme conservent une tendance haussière sur l'année (+ 11,1 %), alors que les dépôts à vue des sociétés sont en repli de 3,2 %.

Encours des comptes à terme (en millions de F CFP)



Forte hausse des crédits d'exploitation des entreprises

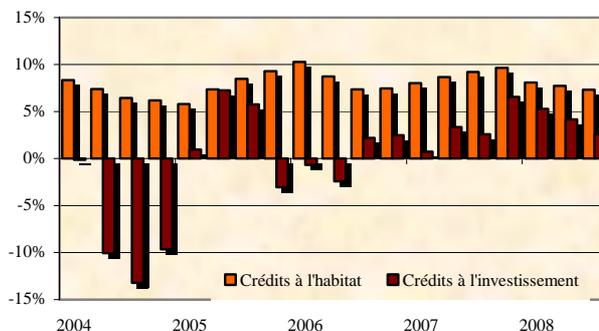
Avec un encours global de 542,6 milliards de F CFP au 30 septembre 2008, les crédits accordés par l'ensemble des établissements de crédit se sont inscrits en hausse de 7,8 %, sur un rythme annuel plus rapide que celui de septembre 2007 (+ 5,2 %).

Tous agents confondus, cette accélération s'explique par la forte augmentation des crédits à l'habitat (+15,3 milliards de F CFP en l'espace d'un an) et celle des crédits à court terme (+11,4 milliards de F CFP). Sur le trimestre cependant, on constate un tassement marqué de l'encours global des crédits sains (-5,4 milliards de F CFP), imputable en grande partie à la diminution des crédits d'investissement (-8,9 milliards de F CFP).

Les ménages continuent de s'endetter pour devenir propriétaires de leurs logements ou procéder à des aménagements. L'encours des crédits à l'habitat des ménages (58 % de leur encours) est ainsi à fin septembre 2008 de 149,5 milliards de F CFP, soit + 7,3 % en un an. Toutefois, la suspension des prêts bonifiés distribués par les banques de place, pour le financement de l'acquisition de logements (PHB) ou les travaux d'amélioration de l'habitat (PAB), est à l'origine du ralentissement du rythme de progression de leur encours perceptible depuis le début de l'année 2008.

Les crédits d'investissement des entreprises se sont également accrus, de l'ordre de 2,6 % en rythme annuel. En revanche, un tassement de la croissance de leur encours est observé depuis trois trimestres consécutifs.

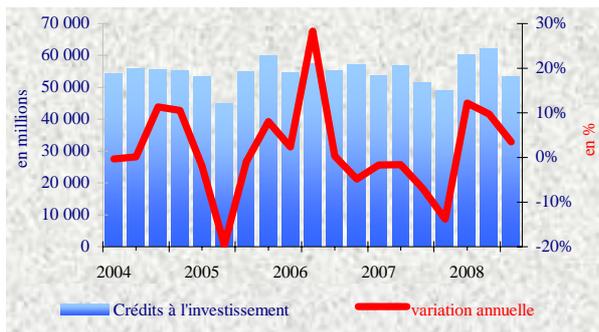
Crédits d'investissement des ménages et des entreprises (croissance en glissement annuel)



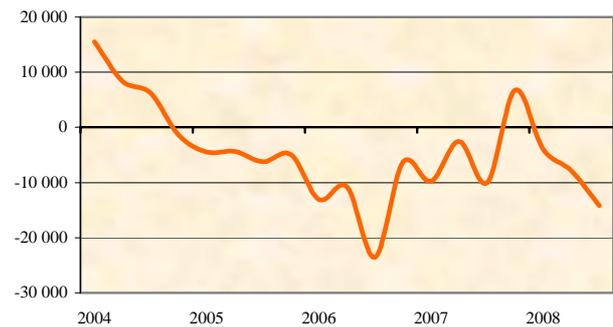
Si l'encours des crédits à la consommation des ménages progressent peu au cours du trimestre sous revue (+1,9 %), en glissement annuel la croissance reste dynamique (+8,8%) fortement soutenue par les crédits de trésorerie (+10,4%).

S'agissant des collectivités locales, les efforts d'investissement entrepris depuis le début de l'année 2008 ne se sont pas poursuivis au troisième trimestre. L'encours total des crédits d'investissement qui leur ont été consentis s'est inscrit en hausse de 3,5 % sur un an, mais a reculé de 11,8 % sur les trois derniers mois.

Evolution des crédits d'investissement des collectivités locales



Position extérieure nette du système bancaire (en millions de F CFP)



La qualité des risques se dégrade cependant

Tous agents confondus, les créances douteuses brutes des établissements locaux sont passées de 24,2 à 28,4 milliards soit une progression de 5,4 % à 6,2 % de leur part dans l'encours des crédits. Cette dégradation, très concentrée et amplifiée par l'effet de contagion, touche le secteur du BTP et le commerce et, tout particulièrement, le secteur primaire fortement déprimé. Néanmoins, à la faveur de restructurations, une partie de ces créances pourrait regagner le périmètre des crédits sains.

Evolution négative de la position extérieure nette du système bancaire

La masse monétaire M3 a continué de s'accroître au troisième trimestre 2008 (+ 7,7 % en rythme annuel), portée par la vigueur des dépôts à terme (+ 21,3 % en glissement annuel) et dans une moindre mesure par la progression des dépôts à vue (+ 2,5 %).

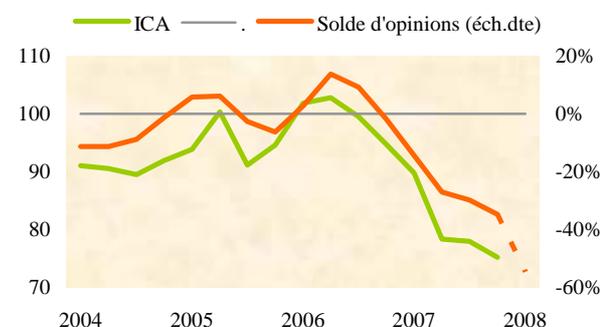
En dépit de la crise financière internationale, les engagements hors zone du système bancaire ont continué de croître au troisième trimestre 2008, de 29,1 % en un an et de 3,3 % en trois mois. En revanche, si les avoirs hors zone d'émission ont progressé en rythme annuel de 27,4 %, ils se sont repliés de 3,1 % par rapport au précédent trimestre.

Au final, la dégradation de la position extérieure nette s'est accélérée sur les trois derniers mois de l'année, de -10 milliards de F CFP au 30 septembre 2007 et -7,8 milliards en juin dernier, elle est passée à - 14,2 milliards de F CFP en septembre 2008.

Les perspectives d'activité restent malgré tout très incertaines pour les banques de la place

Si l'activité bancaire reste dans l'ensemble relativement bien orientée, cette évolution pourrait s'inverser à la faveur d'un impact décalé dans le temps du ralentissement économique, tendance observée localement depuis plusieurs mois et qui est à l'origine des fortes tensions de trésorerie ressenties par les entreprises et les particuliers. Les premiers constatent un alourdissement de leurs charges d'exploitation tandis que les seconds mettent en cause la baisse de leur pouvoir d'achat. Cette tendance pourrait se poursuivre avec les effets indirects de la crise financière internationale sur l'économie réelle, et confirmer ainsi les craintes d'une récession économique plus marquée exprimées par les banques de la place, dans un contexte où l'indice du climat des affaires reste mal orienté et où l'absence de nouveaux projets d'investissements viables est réelle. Les crédits à l'habitat devraient toutefois continuer de progresser, grâce au rétablissement récent des dispositifs PHB et PAB.

Evolution de l'indice du climat des affaires



Source: enquête IEOM

Annexes

Méthodologie

1) Les établissements de crédit locaux et non installés localement

Pour l'IEOM, deux critères cumulatifs président à l'attribution du statut d'établissement local : la présence d'un guichet sur place et la production de bilans et de comptes de résultat retraçant l'activité locale. Les établissements ne remplissant pas ces deux conditions sont considérés comme non installés localement. Ainsi, par exemple, l'Agence française de développement ou la CASDEN disposent effectivement d'un guichet sur place mais ne fournissent pas de bilan ou de compte de résultat local. Le Trésor est assimilé à un établissement local.

2) Les actifs financiers

Les actifs financiers présentés ici ne concernent que les dépôts dans les banques locales. Ils ne recensent donc pas les placements de la clientèle locale détenus hors de la collectivité.

Les placements liquides ou à court terme regroupent l'ensemble des produits immédiatement disponibles sans risque de perte en capital. Ils se partagent entre les comptes d'épargne à régime spécial (livrets A et bleus, livrets ordinaires, livrets jeunes, livrets d'épargne populaire, Codevi et comptes d'épargne logement) et les produits rémunérés au taux du marché monétaire (dépôts à terme, bons de caisse, certificats de dépôts et OPCVM monétaires).

L'épargne à long terme est constituée par les portefeuilles-titres, les OPCVM non monétaires, les plans d'épargne logement, les plans d'épargne populaire et les autres actifs (assurance vie essentiellement). Les données présentées ici ne sont pas exhaustives. En effet, ces informations n'incluent que partiellement les encours de contrats d'assurance vie souscrits auprès des établissements de crédit et ne comprennent pas les encours collectés directement par les compagnies d'assurance intervenant dans le territoire.

Les ménages regroupent les particuliers, les entrepreneurs individuels. Les sociétés correspondent aux sociétés non financières et les autres agents rassemblent les administrations privées, les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations publiques locales, les administrations centrales et les administrations de sécurité sociale.

3) Les passifs financiers

Dans les passifs financiers, sont présentés dans un premier temps les crédits accordés par l'ensemble des établissements de crédit (locaux et non installés localement) puis les crédits octroyés par les établissements de crédit (EC) locaux.

Les principaux établissements de crédit non installés localement et intervenant dans la collectivité sont la Caisse des dépôts et consignations (CDC), la Banque européenne d'investissement (BEI), Dexia – Crédit local de France, l'Agence française de développement (AFD), la Casden et Natixis.

Les encours de crédit des entrepreneurs individuels (EI) sont répartis entre entreprises et ménages selon les types de crédits. Ainsi, les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs des entrepreneurs individuels sont comptabilisés dans les encours des ménages (avec les données des "particuliers") et les autres catégories de crédit des "EI" sont intégrées aux entreprises (avec la totalité des données des "sociétés non financières").

Pour les entreprises (SNF et EI selon les cas), les crédits d'exploitation regroupent les créances commerciales, les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et l'affacturage tandis que les crédits d'investissement comprennent les crédits à l'équipement et le crédit-bail.

Pour les ménages, les crédits à la consommation rassemblent les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et le crédit-bail.

Les autres agents regroupent les administrations privées, les sociétés d'assurance, les fonds de pension ainsi que les administrations centrales et de sécurité sociale.

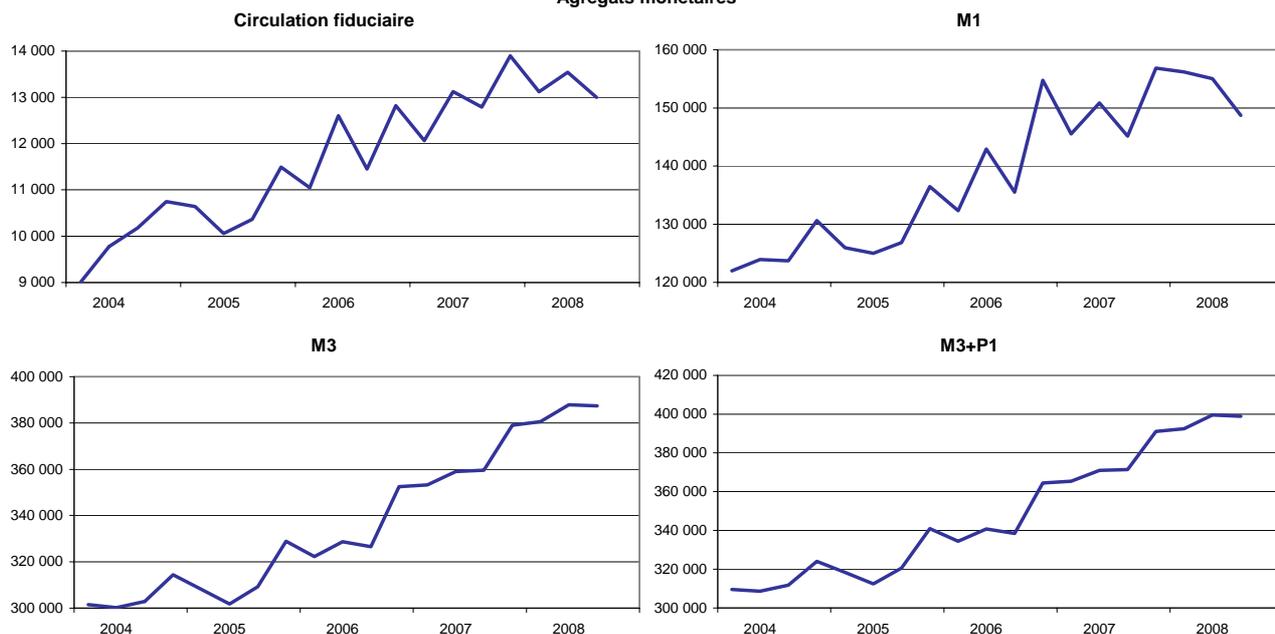
1. La masse monétaire et la circulation fiduciaire

1.1 La masse monétaire

Composantes de la masse monétaire	Montants en millions de XPF									Variations	
	sept.-03	sept.-04	sept.-05	sept.-06	sept.-07	déc.-07	mars-08	juin-08	sept.-08	1 trim	1 an
Circulation fiduciaire	8 968	10 179	10 365	11 450	12 788	13 899	13 119	13 541	13 001	-4,0%	1,7%
Billets	7 439	8 585	8 701	9 700	10 940	12 003	11 225	11 638	11 083	-4,8%	1,3%
Pièces	1 528	1 594	1 665	1 750	1 848	1 896	1 894	1 903	1 918	0,8%	3,7%
Dépôts à vue	103 396	113 492	116 457	124 053	132 364	142 932	143 048	141 450	135 697	-4,1%	2,5%
TOTAL M1	112 364	123 671	126 822	135 502	145 152	156 831	156 167	154 991	148 698	-4,1%	2,4%
M2-M1	75 304	82 521	78 323	72 762	67 379	67 731	66 993	63 044	60 375	-4,2%	-10,4%
Comptes sur livrets	75 101	82 289	78 064	72 519	67 167	67 524	66 776	62 827	60 171	-4,2%	-10,4%
Comptes épargne logement	203	232	259	242	212	207	217	217	204	-6,0%	-3,8%
TOTAL M2	187 668	206 192	205 145	208 264	212 531	224 562	223 160	218 035	209 072	-4,1%	-1,6%
M3-M2	102 098	96 676	104 159	118 282	147 094	154 523	157 408	169 839	178 325	5,0%	21,2%
Dépôts à terme	80 743	72 612	78 851	106 750	136 752	143 963	147 197	158 113	165 817	4,9%	21,3%
Titres de créance négociables	9 408	10 075	13 088	2 248	2 623	2 489	2 281	1 687	2 423	43,6%	-7,6%
Bons de caisse	11 948	13 990	12 220	9 284	7 720	8 072	7 931	10 040	10 086	0,5%	30,6%
Total M3	289 765	302 868	309 304	326 546	359 625	379 085	380 569	387 874	387 398	-0,1%	7,7%
P1	6 744	8 859	11 232	11 914	11 788	11 962	11 991	11 699	11 485	-1,8%	-2,6%
Plans d'épargne logement	6 744	8 859	11 232	11 914	11 788	11 962	11 991	11 699	11 485	-1,8%	-2,6%
Autres compte d'épargne à régime spécial	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
M3+P1	296 509	311 727	320 536	338 460	371 413	391 047	392 559	399 573	398 882	-0,2%	7,4%

1.2 La circulation fiduciaire

Agrégats monétaires



Emissions de pièces	Montants en millions de XPF									Variations	
	sept.-03	sept.-04	sept.-05	sept.-06	sept.-07	déc.-07	mars-08	juin-08	sept.-08	1 trim	1 an
En nombre	133 341 388	139 346 845	146 075 576	153 108 363	159 862 184	162 455 023	164 072 183	165 786 220	166 883 103	0,7%	4,4%
100 F CFP	8 300 262	8 688 146	9 077 968	9 585 994	10 168 779	10 484 780	10 413 534	10 429 798	10 523 764	0,9%	3,5%
50 F CFP	3 612 457	3 744 512	3 889 787	4 072 794	4 289 051	4 414 800	4 426 050	4 470 302	4 495 057	0,6%	4,8%
20 F CFP	9 592 065	9 833 157	10 235 460	10 715 726	11 269 242	11 466 243	11 480 495	11 587 021	11 620 266	0,3%	3,1%
10 F CFP	13 208 931	13 765 985	14 362 504	14 997 995	15 769 462	16 016 957	16 154 958	16 252 474	16 437 282	1,1%	4,2%
5 F CFP	14 885 659	15 625 329	16 492 166	17 292 168	18 150 977	18 382 577	18 598 978	18 787 009	18 917 409	0,7%	4,2%
2 F CFP	34 975 198	36 990 810	38 888 340	40 590 339	42 464 411	43 019 410	43 522 912	44 023 473	44 287 364	0,6%	4,3%
1 F CFP	48 766 816	50 698 906	53 129 351	55 853 347	57 750 262	58 670 256	59 475 256	60 236 143	60 601 961	0,6%	4,9%
En millions de F CFP	1 528	1 593	1 664	1 750	1 848	1 895	1 893	1 903	1 918	0,8%	3,8%
100 F CFP	830	869	908	959	1 017	1 048	1 041	1 043	1 052	0,9%	3,5%
50 F CFP	181	187	194	204	214	221	221	224	225	0,6%	4,8%
20 F CFP	192	197	205	214	225	229	230	232	232	0,3%	3,1%
10 F CFP	132	138	144	150	158	160	162	163	164	1,1%	4,2%
5 F CFP	74	78	82	86	91	92	93	94	95	0,7%	4,2%
2 F CFP	70	74	78	81	85	86	87	88	89	0,6%	4,3%
1 F CFP	49	51	53	56	58	59	59	60	61	0,6%	4,9%

Conjoncture financière et bancaire

Emissions de billets	Montants en millions de XPF										Variations	
	sept.-03	sept.-04	sept.-05	sept.-06	sept.-07	déc.-07	mars-08	juin-08	sept.-08	1 trim	1 an	
En nombre	4 328 964	4 730 332	4 929 183	5 378 913	6 019 995	6 494 692	6 280 105	6 283 546	6 374 165	1,4%	5,9%	
10 000 F CFP	598 948	646 143	753 201	861 189	964 128	1 058 947	995 495	982 510	982 991	0,0%	2,0%	
5 000 F CFP	487 091	547 459	481 493	482 419	539 946	634 538	550 092	509 184	527 585	3,6%	-2,3%	
1 000 F CFP	2 149 481	2 417 428	2 537 891	2 752 327	3 108 421	3 324 523	3 237 435	3 271 268	3 328 594	1,8%	7,1%	
500 F CFP	1 093 444	1 119 302	1 156 598	1 282 978	1 407 500	1 476 684	1 497 083	1 520 584	1 534 995	0,9%	9,1%	
En millions de F CFP	11 121	12 176	13 056	14 418	16 153	17 825	16 691	16 403	16 564	1,0%	2,5%	
10 000 F CFP	5 989	6 461	7 532	8 612	9 641	10 589	9 955	9 825	9 830	0,0%	2,0%	
5 000 F CFP	2 435	2 737	2 407	2 412	2 700	3 173	2 750	2 546	2 638	3,6%	-2,3%	
1 000 F CFP	2 149	2 417	2 538	2 752	3 108	3 325	3 237	3 271	3 329	1,8%	7,1%	
500 F CFP	547	560	578	641	704	738	749	760	767	0,9%	9,1%	

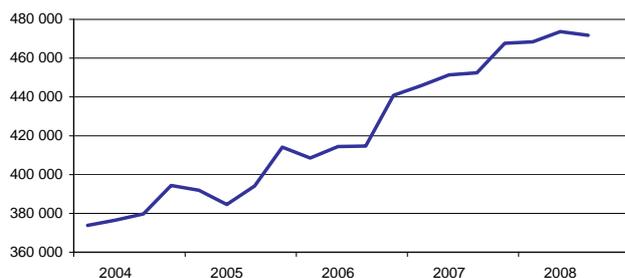
1.3 Les contreparties de la masse monétaire

Contreparties de la masse monétaire	Montants en millions de XPF										Variations	
	sept.-03	sept.-04	sept.-05	sept.-06	sept.-07	déc.-07	mars-08	juin-08	sept.-08	1 trim	1 an	
Avoirs hors zone d'émission	70 363	75 348	85 107	90 212	100 910	117 888	122 781	123 314	110 165	-10,7%	9,2%	
Institut d'émission	16 420	17 073	19 496	25 509	28 202	30 437	29 271	27 738	17 508	-36,9%	-37,9%	
Etablissements de crédit	53 943	58 275	65 612	64 703	72 708	87 452	93 509	95 576	92 657	-3,1%	27,4%	
Créances du Trésor public	5 668	6 180	5 906	7 983	7 001	6 019	8 624	8 788	8 086	-8,0%	15,5%	
Concours sur ressources monétaires	213 734	221 340	218 289	228 350	251 714	255 178	249 163	255 773	269 147	5,2%	6,9%	
Concours de caractère bancaire des EC locaux	303 327	331 956	360 114	394 950	419 929	429 326	435 616	448 762	455 412	1,5%	8,4%	
Ressources non monétaires des EC locaux (à déduire)	89 593	110 615	141 825	166 600	168 215	174 148	186 452	192 990	186 265	-3,5%	10,7%	
Excédent des capitaux propres sur les valeurs immobilisées	28 321	25 874	24 675	29 123	33 379	32 301	32 206	34 127	34 650	1,5%	3,8%	
Provisions sur créances douteuses	11 262	11 325	12 654	13 561	15 892	14 782	15 369	15 520	15 956	2,8%	0,4%	
Engagements hors zone d'émission	32 641	52 066	71 827	88 227	82 744	80 723	97 474	103 405	106 848	3,3%	29,1%	
Epargne contractuelle	6 744	8 859	11 233	11 914	11 788	11 962	11 991	11 699	11 485	-1,8%	-2,6%	
Divers	10 625	12 492	21 437	23 775	24 413	34 380	29 412	28 238	17 327	-38,6%	-29,0%	
Total M3	289 765	302 868	309 303	326 546	359 625	379 085	380 569	387 874	387 398	-0,1%	7,7%	
Position extérieure nette	21 302	6 209	-6 215	-23 524	-10 036	6 728	-3 965	-7 829	-14 191	81,3%	41,4%	

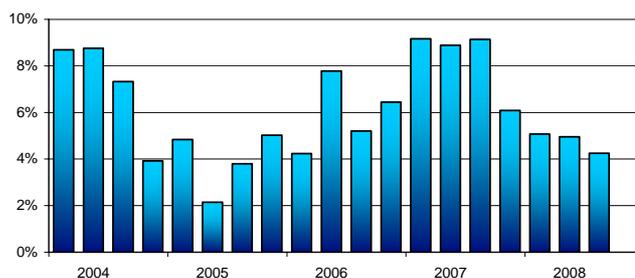
2. Les avoirs financiers des agents économiques

Actifs par agent	Montants en millions de XPF										Variations	
	sept.-03	sept.-04	sept.-05	sept.-06	sept.-07	déc.-07	mars-08	juin-08	sept.-08	1 trim	1 an	
Sociétés	78 773	84 015	85 382	85 183	93 330	103 535	100 259	99 667	94 722	-5,0%	1,5%	
Dépôts à vue	37 251	41 589	41 094	43 257	49 160	57 660	52 174	51 073	47 598	-6,8%	-3,2%	
Placements liquides ou à court terme	41 138	41 646	43 153	41 010	42 963	44 757	47 408	47 825	46 566	-2,6%	8,4%	
Comptes d'épargne à régime spécial	0	0	0	2	2	2	2	0	0	-10,1%	-84,8%	
Placements indexés sur les taux du marché	41 138	41 646	43 153	41 008	42 961	44 754	47 406	47 825	46 565	-2,6%	8,4%	
dont comptes à terme	21 960	22 969	24 597	29 620	31 596	33 177	35 595	35 693	35 113	-1,6%	11,1%	
dont OPCVM monétaires	6 339	2 699	1 557	4 869	5 515	5 393	5 833	5 143	3 878	-24,6%	-29,7%	
dont certificats de dépôts	9 408	10 075	13 088	2 248	2 623	2 489	2 281	1 687	2 423	43,6%	-7,6%	
Epargne à long terme	384	780	1 135	916	1 207	1 118	677	768	560	-27,1%	-53,6%	
dont OPCVM non monétaires	269	653	1 122	787	1 076	983	548	639	441	-31,0%	-59,0%	
Ménages	250 222	264 047	273 198	288 196	311 141	315 699	316 304	318 172	320 601	0,8%	3,0%	
Dépôts à vue	57 591	61 501	65 687	69 975	72 192	70 227	71 079	71 306	68 324	-4,2%	-5,4%	
Placements liquides ou à court terme	143 567	142 495	139 229	147 790	164 185	171 881	174 781	177 067	184 330	4,1%	12,3%	
Comptes d'épargne à régime spécial	73 586	80 400	75 930	70 529	65 265	65 649	64 919	61 083	58 125	-4,8%	-10,9%	
Livrets ordinaires	73 383	80 131	75 522	70 290	65 022	65 408	64 665	60 828	57 925	-4,8%	-10,9%	
Comptes d'épargne logement	203	232	251	239	209	204	213	214	200	-6,2%	-4,0%	
Placements indexés sur les taux du marché	69 981	62 095	63 299	77 261	98 920	106 232	109 862	115 984	126 205	8,8%	27,6%	
dont comptes à terme	53 812	46 375	50 699	67 798	89 816	96 949	99 298	105 358	114 005	8,2%	26,9%	
dont bons de caisse	8 229	7 793	8 057	4 800	4 316	4 181	4 054	4 568	4 788	4,8%	10,9%	
dont OPCVM monétaires	7 665	7 645	4 301	4 455	4 614	4 910	6 335	5 897	7 270	23,3%	57,6%	
Epargne à long terme	49 065	60 052	68 282	70 431	74 764	73 592	70 444	69 798	67 946	-2,7%	-9,1%	
Plans d'épargne logement	6 744	8 857	11 217	11 879	11 754	11 906	11 955	11 665	11 428	-2,0%	-2,8%	
Plans d'épargne populaire	0	0	0	0	0	0	0	0	0			
Autres comptes d'épargne	0	0	0	0	0	0	0	0	0			
Portefeuille-titres	5 703	5 450	5 369	4 303	3 346	3 111	2 550	2 247	2 045	-9,0%	-38,9%	
OPCVM non monétaires	12 004	14 503	15 068	14 295	15 358	13 417	10 165	9 122	7 580	-16,9%	-50,6%	
Contrats d'assurance-vie	24 614	31 241	36 628	39 955	44 305	45 158	45 773	46 764	46 892	0,3%	5,8%	
Autres agents	24 801	31 658	35 566	41 261	48 082	48 434	51 927	55 880	56 435	1,0%	17,4%	
Dépôts à vue	8 554	10 403	9 676	10 821	11 011	15 045	19 795	19 070	19 775	3,7%	79,6%	
Placements liquides ou à court terme	7 700	10 037	11 672	16 664	22 234	20 585	19 709	24 576	23 099	-6,0%	3,9%	
Comptes d'épargne à régime spécial	1 718	2 122	2 392	2 231	2 112	2 101	2 072	1 960	2 306	17,6%	9,2%	
Placements indexés sur les taux du marché	5 982	7 915	9 280	14 433	20 122	18 484	17 637	22 616	22 367	-1,1%	11,2%	
dont comptes à terme	4 971	3 269	3 555	9 333	15 339	13 837	12 305	17 062	16 700	-2,1%	8,9%	
Epargne à long terme	8 547	11 219	14 218	13 776	14 837	12 804	12 422	12 233	11 987	-2,0%	-19,2%	
TOTAL	353 797	379 720	394 146	414 639	452 552	467 668	468 489	473 718	471 759	-0,4%	4,2%	
Dépôts à vue	103 396	113 492	116 457	124 053	132 364	142 932	143 048	141 450	135 697	-4,1%	2,5%	
Placements liquides ou à court terme	192 404	194 177	194 055	205 463	229 381	237 222	241 898	249 468	245 366	-1,6%	7,0%	
Comptes d'épargne à régime spécial	75 304	82 521	78 322	72 762	67 379	67 752	66 993	63 044	60 431	-4,1%	-10,3%	
Placements indexés sur les taux du marché	117 100	111 656	115 733	132 702	162 002	169 470	174 905	186 424	195 137	4,7%	20,5%	
Epargne à long terme	57 997	72 051	83 634	85 123	90 807	87 514	83 543	82 799	80 493	-2,8%	-11,4%	

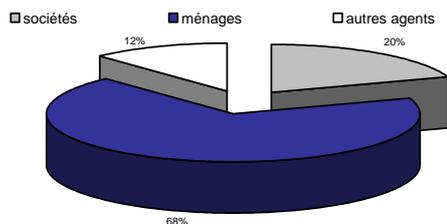
Total des actifs financiers
Encours (en millions de F. CFP)



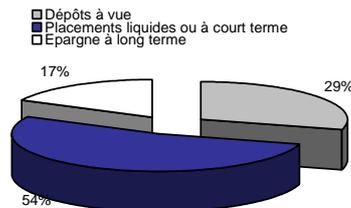
Variations sur un an



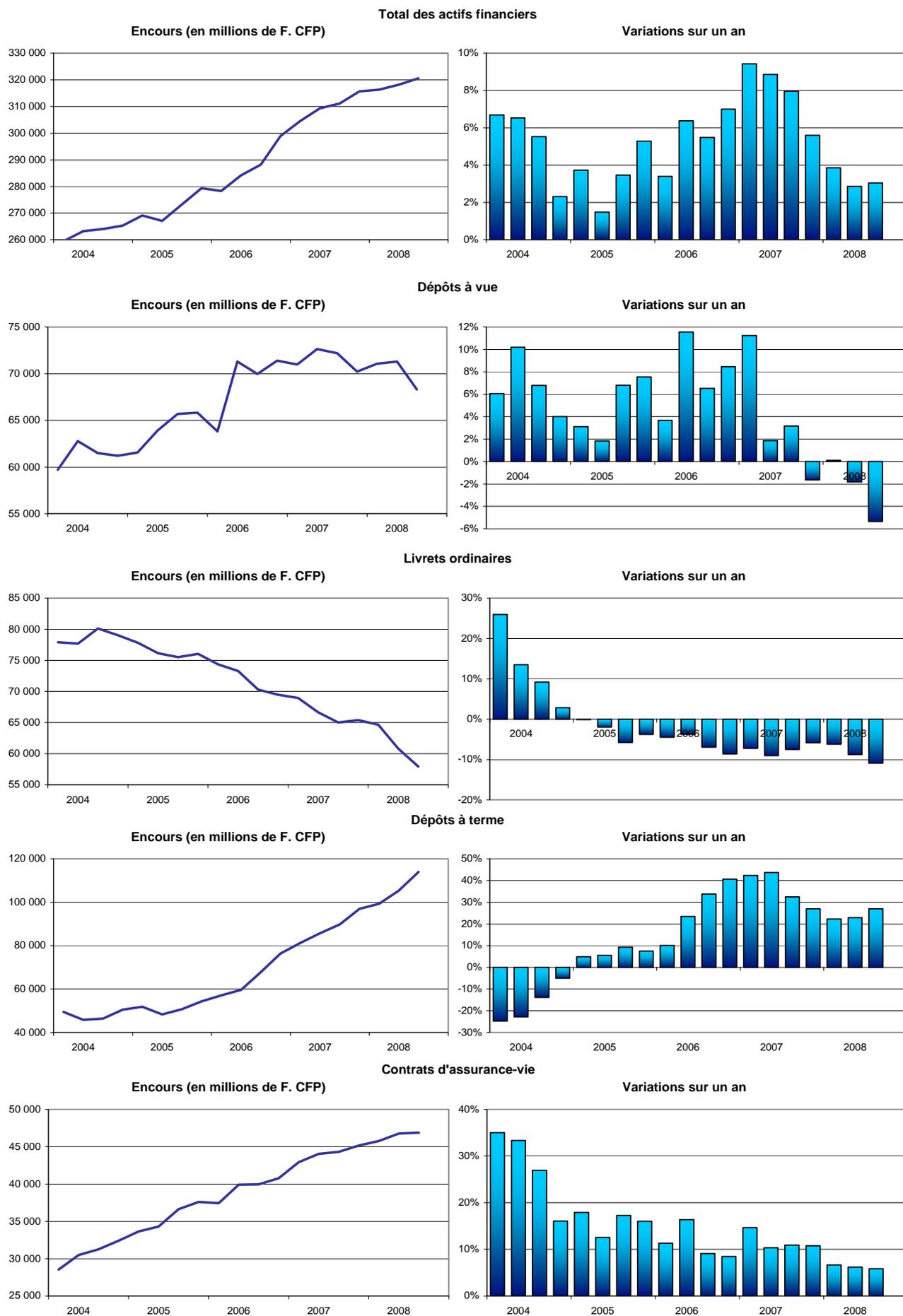
Répartition des actifs financiers par agent économique sept-08



Répartition des actifs financiers par nature sept-08

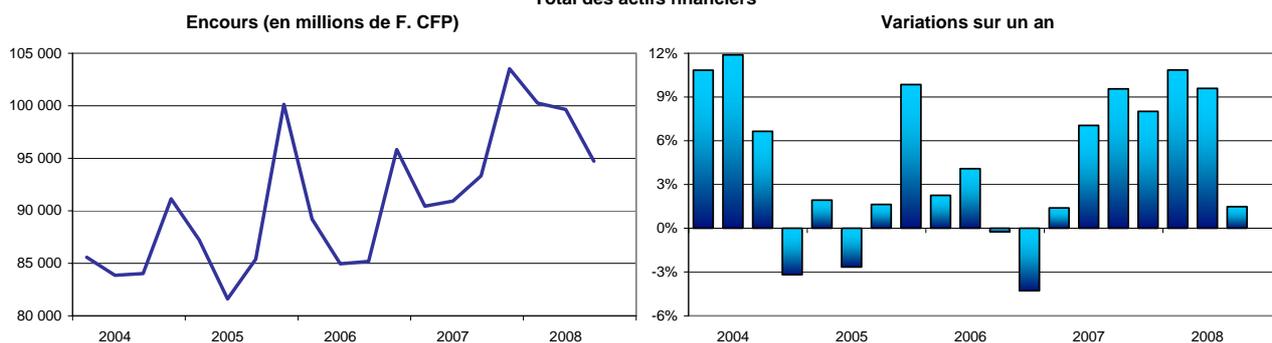


2.1 Les avoirs des ménages

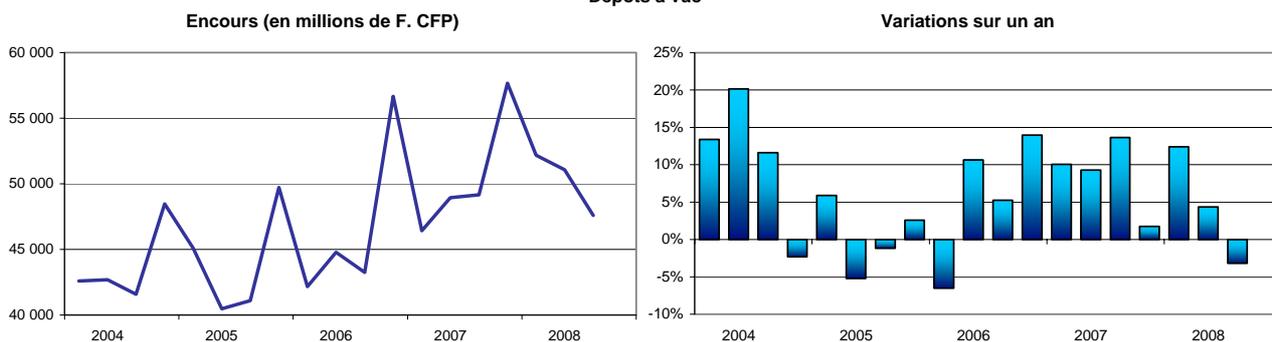


2.2 Les avoirs des sociétés

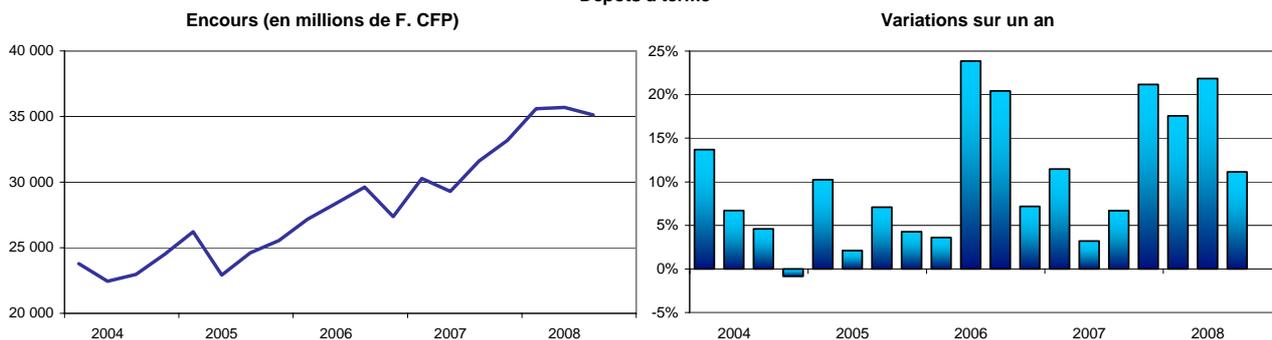
Total des actifs financiers



Dépôts à vue



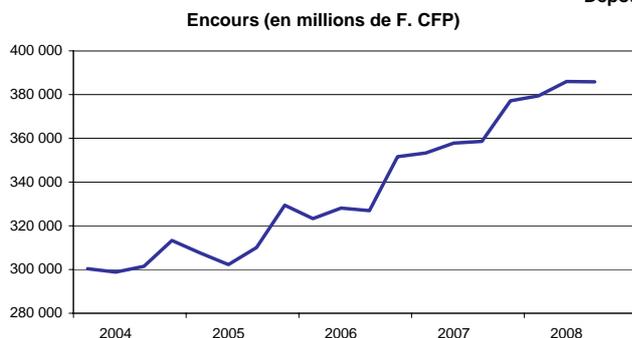
Dépôts à terme



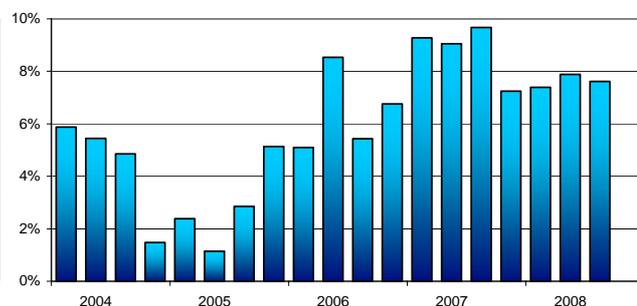
2.3 Les avoirs par nature

Actifs par nature	Montants en millions de XPF										Variations	
	sept.-03	sept.-04	sept.-05	sept.-06	sept.-07	déc.-07	mars-08	juin-08	sept.-08	1 trim	1 an	
Dépôts locaux	287 541	301 499	310 117	326 965	358 584	377 104	379 394	385 981	385 882	0,0%	7,6%	
Dépôts à vue	103 396	113 492	116 457	124 053	132 364	142 932	143 048	141 450	135 697	-4,1%	2,5%	
Comptes d'épargne à régime spécial	82 048	91 331	89 502	84 630	79 126	79 649	78 937	74 692	71 859	-3,8%	-9,2%	
Livrets ordinaires	74 465	81 559	77 461	72 300	67 061	67 439	66 589	62 722	59 003	-5,9%	-12,0%	
Comptes d'épargne logement	203	232	259	242	212	207	217	217	200	-7,6%	-5,4%	
Plans d'épargne logement	6 744	8 859	11 232	11 914	11 788	11 941	11 991	11 699	11 428	-2,3%	-3,1%	
Dépôts à terme	80 743	72 612	78 851	106 750	136 752	143 963	147 197	158 113	165 817	4,9%	21,3%	
Bons de caisse	11 948	13 990	12 220	9 284	7 720	8 072	7 931	10 040	10 086	0,5%	30,6%	
Titres de créances négociables	9 408	10 075	13 088	2 248	2 623	2 489	2 281	1 687	2 423	43,6%	-7,6%	
Epargne hors zone d'émission	66 255	78 222	84 029	87 674	93 968	90 564	89 095	87 737	85 877	-2,1%	-8,6%	
Actions	2 264	2 296	2 629	2 783	3 021	2 855	2 387	2 189	1 968	-10,1%	-34,8%	
Obligations	3 625	3 299	3 001	1 745	576	481	364	245	248	1,4%	-56,9%	
OPCVM monétaires	15 003	14 980	11 574	14 419	14 908	14 947	17 497	16 585	16 812	1,4%	12,8%	
OPCVM non monétaires	20 749	26 357	30 144	28 727	31 118	27 078	23 028	21 903	19 956	-8,9%	-35,9%	
Contrats d'assurance-vie	24 614	31 241	36 628	39 955	44 305	45 158	45 773	46 764	46 892	0,3%	5,8%	
TOTAL	353 797	379 720	394 146	414 639	452 552	467 668	468 489	473 718	471 759	-0,4%	4,2%	

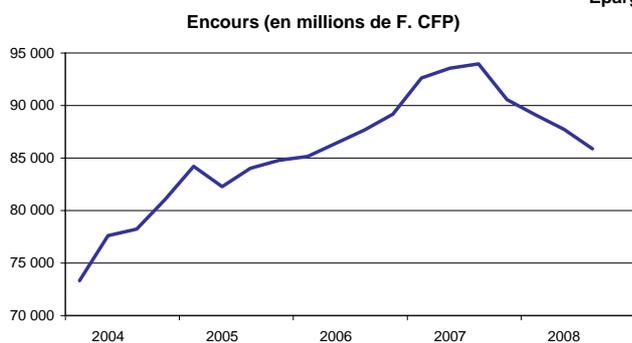
Dépôts locaux



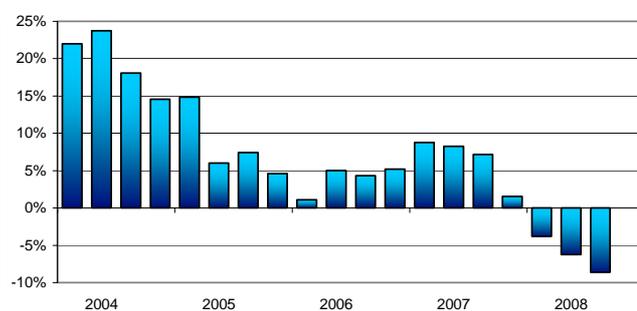
Variations sur un an



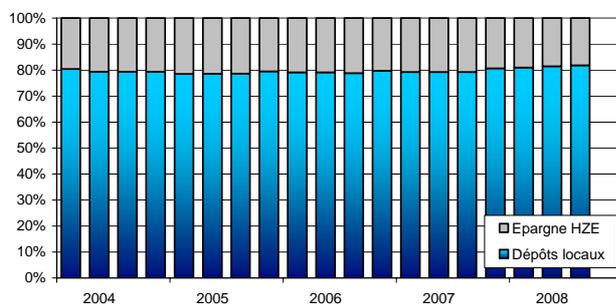
Epargne HZE



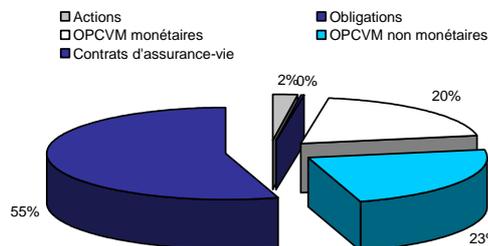
Variations sur un an



Répartition dépôts locaux / épargne HZE



Répartition de l'épargne HZE sept-08



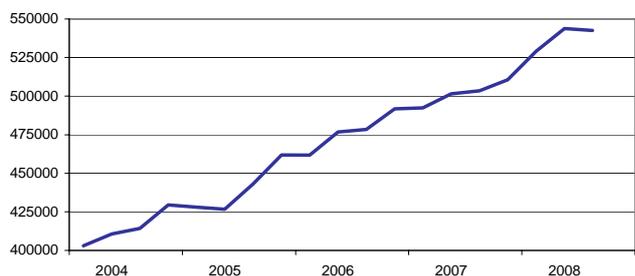
3. L'endettement des agents économiques

3.1 L'endettement auprès de l'ensemble des établissements de crédit

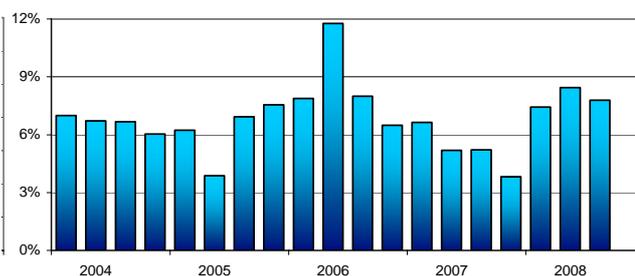
Les concours de tous les établissements	Montants en millions de XPF									Variations	
	sept.-03	sept.-04	sept.-05	sept.-06	sept.-07	déc.-07	mars-08	juin-08	sept.-08	1 trim	1 an
Entreprises	137 268	137 471	146 975	159 808	166 329	166 802	172 320	181 823	181 047	-0,4%	8,8%
Crédits d'exploitation	50 443	50 945	61 162	67 118	74 107	68 356	71 292	77 608	76 336	-1,6%	3,0%
<i>Créances commerciales</i>	4 248	3 866	3 323	4 298	4 615	4 669	4 589	4 591	4 510	-1,7%	-2,3%
<i>Crédits de trésorerie</i>	33 157	33 753	40 940	33 179	36 707	36 729	36 426	42 699	43 115	1,0%	17,5%
<i>dont entrepreneurs individuels</i>	4 823	4 888	5 557	5 517	5 321	4 863	5 210	4 982	4 488	-9,9%	-15,7%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	13 038	13 326	16 899	29 641	32 785	26 958	30 277	30 318	28 711	-5,3%	-12,4%
<i>Affacturage</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
Crédits d'investissement	59 203	51 376	54 331	55 520	56 945	58 898	58 767	58 309	58 410	0,2%	2,6%
<i>Crédits à l'équipement</i>	57 800	49 374	51 915	53 320	54 954	57 148	56 906	56 580	56 617	0,1%	3,0%
<i>dont entrepreneurs individuels</i>	5 294	5 180	5 067	4 871	5 652	5 912	6 047	5 934	5 805	-2,2%	2,7%
<i>Crédit-bail</i>	1 403	2 002	2 416	2 200	1 991	1 750	1 860	1 729	1 793	3,7%	-10,0%
Crédits à l'habitat	6 971	9 609	11 586	13 312	14 539	16 161	16 330	18 911	19 661	4,0%	35,2%
Autres crédits	20 651	25 542	19 895	23 857	20 737	23 387	25 931	26 996	26 639	-1,3%	28,5%
Ménages	177 896	190 113	206 489	222 286	242 081	250 226	251 132	255 083	259 757	1,8%	7,3%
Crédits à la consommation	69 476	75 094	82 082	86 779	94 802	98 876	99 083	101 195	103 163	1,9%	8,8%
<i>Crédits de trésorerie</i>	62 962	67 436	72 628	78 058	85 916	90 487	90 886	93 305	94 796	1,6%	10,3%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	5 136	4 630	5 082	5 929	5 821	5 121	5 064	4 407	5 309	7,3%	-8,8%
<i>Crédit-bail</i>	1 378	3 028	4 372	2 792	3 066	3 268	3 133	2 943	3 058	3,9%	-0,3%
Crédits à l'habitat	102 898	109 532	118 819	127 566	139 300	143 550	144 419	146 803	149 504	1,8%	7,3%
Autres crédits	5 522	5 487	5 588	7 942	7 980	7 799	7 629	7 086	7 090	0,1%	-11,1%
Collectivités locales	54 138	61 442	61 286	61 887	57 301	54 424	65 424	67 769	59 742	-11,8%	4,3%
Crédits d'exploitation	1 696	3 468	2 838	2 275	2 901	2 454	2 286	2 855	3 697	29,5%	27,4%
<i>Crédits de trésorerie</i>	1 264	2 608	2 828	2 214	2 757	2 232	2 177	2 650	2 297	-13,3%	-16,7%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	432	860	10	61	143	222	108	205	1 399	583,2%	877,1%
Crédits d'investissement	49 946	55 610	55 094	55 263	51 358	49 045	60 227	62 123	53 165	-14,4%	3,5%
<i>Crédits à l'équipement</i>	49 946	55 610	55 094	55 263	51 358	49 045	60 227	62 123	53 165	-14,4%	3,5%
<i>Crédit-bail</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
Crédits à l'habitat	514	570	0	1 197	1 833	1 815	1 813	1 795	1 794	0,0%	-2,1%
Autres crédits	1 982	1 794	3 354	3 152	1 209	1 110	1 098	996	1 086	9,0%	-10,1%
Autres agents de CCB non ventilés	2 664	6 308	6 743	10 650	12 429	14 720	14 863	14 412	13 105	-9,1%	5,4%
Total encours sain	371 966	395 335	421 492	454 631	478 139	486 171	503 739	519 088	513 651	-1,0%	7,4%
Créances douteuses brutes	16 492	19 037	21 562	23 836	25 233	24 432	25 212	24 785	28 944	16,8%	14,7%
<i>Créances douteuses nettes</i>	4 967	7 295	8 909	9 760	8 922	9 540	9 733	9 155	12 878	40,7%	44,3%
<i>dont entreprises</i>	3 003	3 889	3 108	4 645	3 739	4 692	4 688	3 921	7 467	90,4%	99,7%
<i>dont ménages</i>	1 941	3 219	3 197	4 879	5 179	4 842	5 030	5 228	5 406	3,4%	4,4%
<i>Provisions</i>	11 526	11 742	12 654	14 076	16 311	14 892	15 479	15 630	16 066	2,8%	-1,5%
Total encours brut	388 458	414 372	443 055	478 467	503 372	510 603	528 951	543 872	542 595	-0,2%	7,8%
Taux de créances douteuses	4,4%	4,8%	5,1%	5,2%	5,3%	5,0%	5,0%	4,8%	5,6%	0,9 pt	0,4 pt
Taux de provisionnement	69,9%	61,7%	58,7%	59,1%	64,6%	61,0%	61,4%	63,1%	55,5%	-7,6 pt	-9,1 pt

Encours de crédit brut

Encours (en millions de F. CFP)

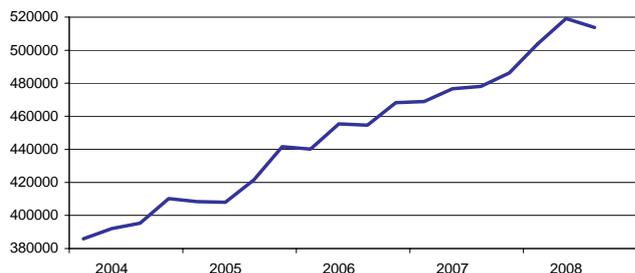


Variations sur un an

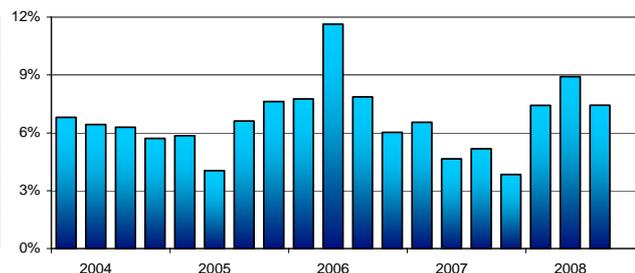


Encours de crédit sain

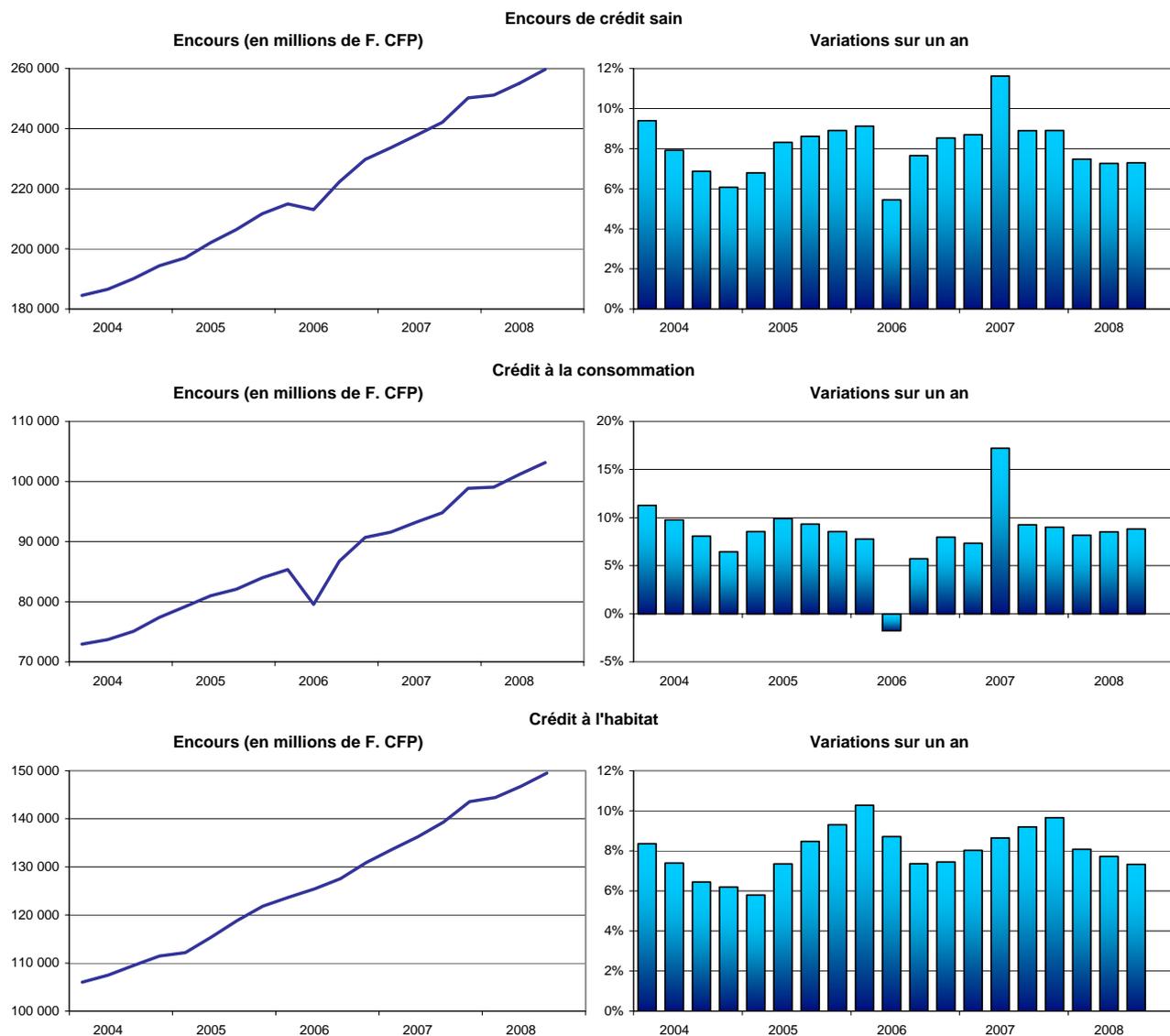
Encours (en millions de F. CFP)



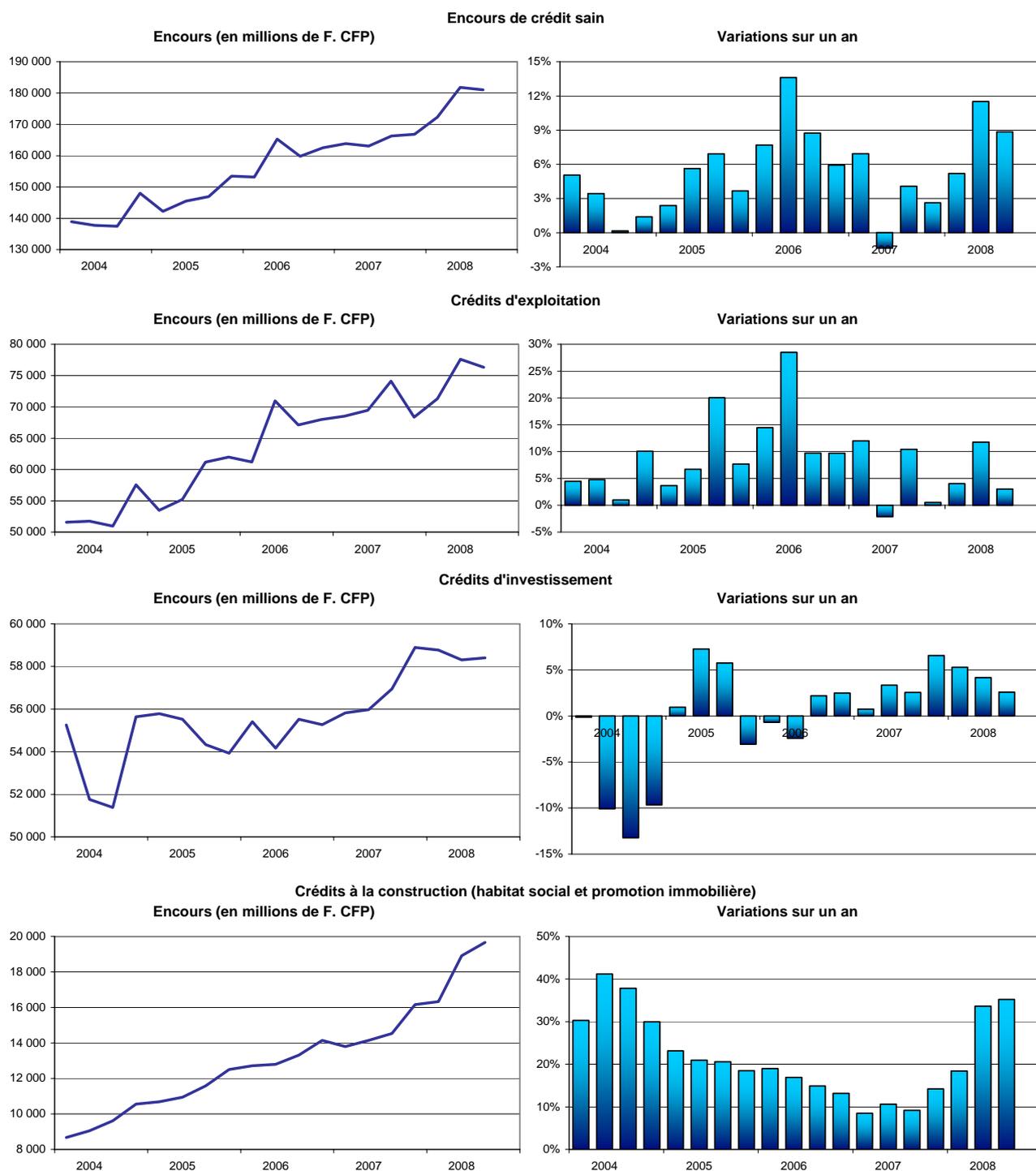
Variations sur un an



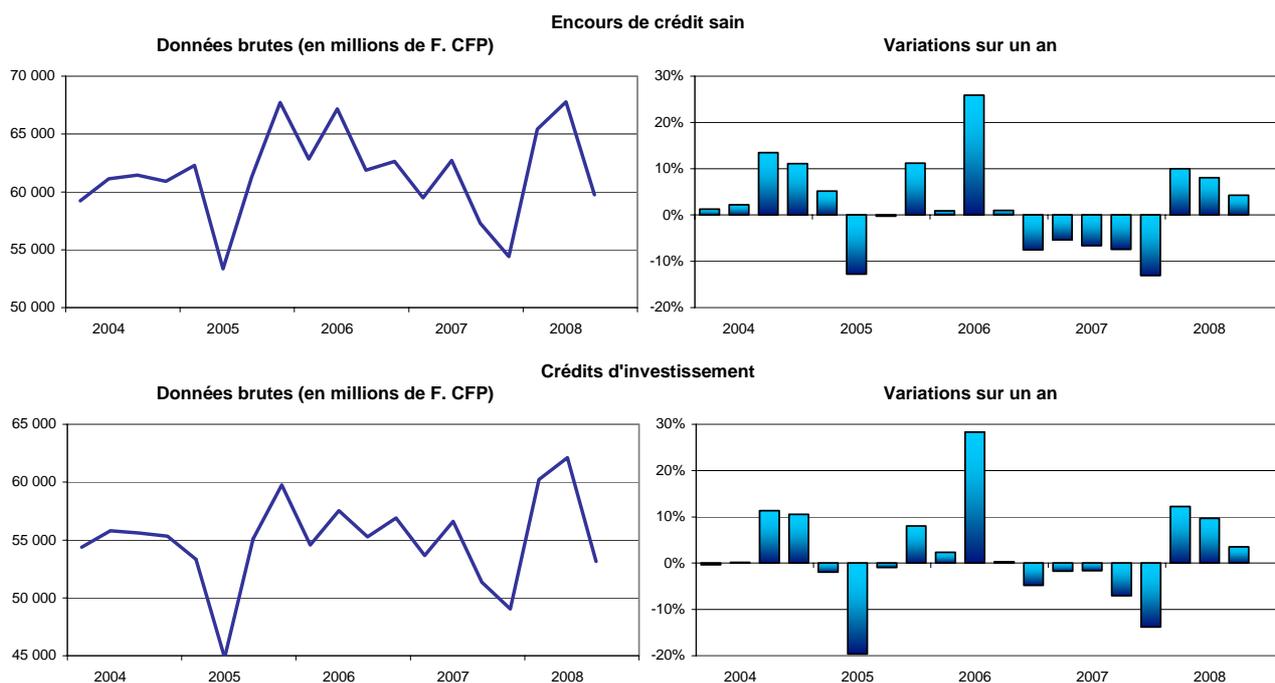
L'endettement des ménages



L'endettement des entreprises



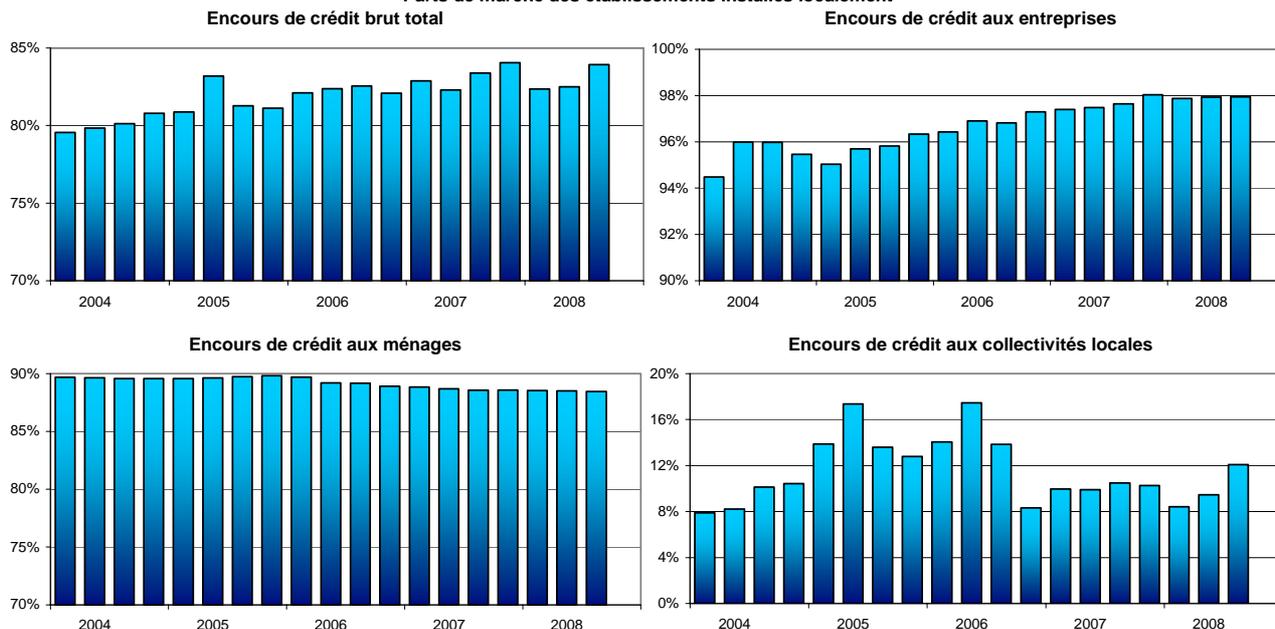
L'endettement des collectivités locales



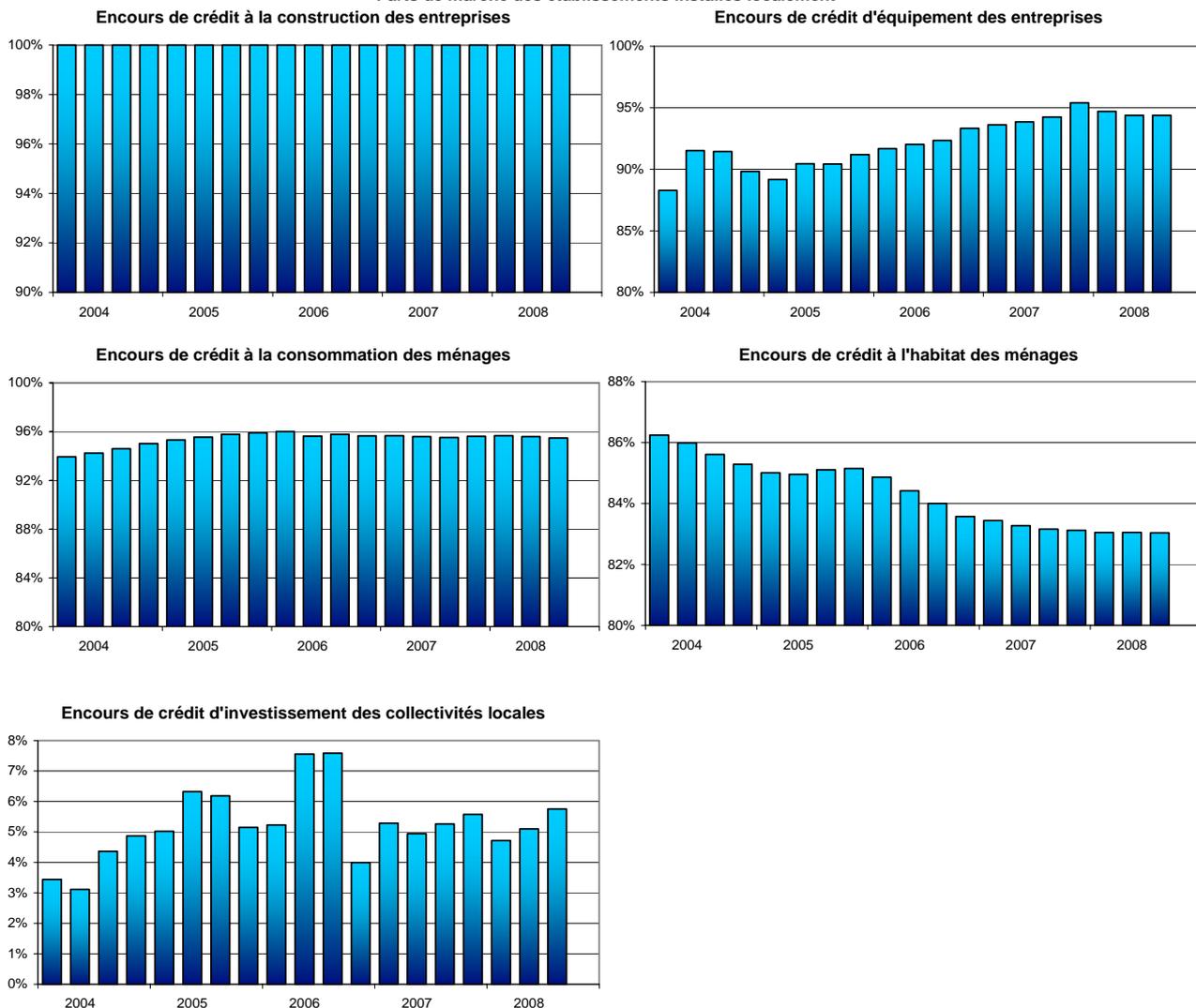
3.2 L'endettement auprès des établissements de crédit locaux

Les concours des établissements locaux	Montants en millions de XPF										Variations	
	sept.-03	sept.-04	sept.-05	sept.-06	sept.-07	déc.-07	mars-08	juin-08	sept.-08	1 trim	1 an	
Entreprises	121 547	131 943	140 834	154 729	162 412	163 531	168 666	178 058	177 320	-0,4%	9,2%	
Crédits d'exploitation	48 623	50 945	61 162	67 053	74 070	68 356	71 292	77 608	76 336	-1,6%	3,1%	
Créances commerciales	4 248	3 866	3 323	4 298	4 615	4 669	4 589	4 591	4 510	-1,7%	-2,3%	
Crédits de trésorerie	31 337	33 753	40 940	33 114	36 670	36 729	36 426	42 699	43 115	1,0%	17,6%	
dont entrepreneurs individuels	4 823	4 888	5 557	5 517	5 321	4 863	5 210	4 982	4 488	-9,9%	-15,7%	
Comptes ordinaires débiteurs	13 038	13 326	16 899	29 641	32 785	26 958	30 277	30 318	28 711	-5,3%	-12,4%	
Affacturage	0	0	0	0	0	0	0	0	0			
Crédits d'investissement	46 618	46 988	49 134	51 268	53 664	56 188	55 651	55 026	55 126	0,2%	2,7%	
Crédits à l'équipement	45 215	44 986	46 717	49 068	51 673	54 438	53 790	53 297	53 333	0,1%	3,2%	
dont entrepreneurs individuels	5 294	5 180	5 067	4 871	5 652	5 912	6 047	5 934	5 805	-2,2%	2,7%	
Crédit-bail	1 403	2 002	2 416	2 200	1 991	1 750	1 860	1 729	1 793	3,7%	-10,0%	
Crédits à l'habitat	6 904	9 609	11 586	13 312	14 539	16 161	16 330	18 911	19 661	4,0%	35,2%	
Autres crédits	19 402	24 402	18 952	23 096	20 138	22 826	25 393	26 513	26 196	-1,2%	30,1%	
	0	0	0	0	0	0	0	0	0			
Ménages	160 131	170 280	185 317	198 216	214 380	221 657	222 362	225 760	229 749	1,8%	7,2%	
Crédits à la consommation	64 716	71 034	78 623	83 115	90 556	94 539	94 795	96 748	98 509	1,8%	8,8%	
Crédits de trésorerie	58 202	63 376	69 169	74 394	81 670	86 150	86 597	88 858	90 142	0,1%	10,4%	
Comptes ordinaires débiteurs	5 136	4 630	5 082	5 929	5 821	5 121	5 064	4 947	5 309	7,3%	-8,8%	
Crédit-bail	1 378	3 028	4 372	2 792	3 066	3 268	3 133	2 943	3 058	3,9%	-0,3%	
Crédits à l'habitat	89 909	93 777	101 124	107 159	115 844	119 319	119 938	121 926	124 150	1,8%	7,2%	
Autres crédits	5 506	5 468	5 570	7 942	7 980	7 799	7 629	7 086	7 090	0,1%	-11,1%	
	0	0	0	0	0	0	0	0	0			
Collectivités locales	2 954	6 231	8 331	8 567	6 008	5 590	5 511	6 407	7 226	12,8%	20,3%	
Crédits d'exploitation	1 696	3 468	2 838	2 275	2 901	2 454	2 286	2 855	3 697	29,5%	27,4%	
Crédits de trésorerie	1 264	2 608	2 828	2 214	2 757	2 232	2 177	2 650	2 297	-13,3%	-16,7%	
Comptes ordinaires débiteurs	432	860	10	61	143	222	108	205	1 399	583,2%	877,1%	
Crédits d'investissement	855	2 425	3 410	4 193	2 701	2 734	2 837	3 170	3 058	-3,5%	13,2%	
Crédits à l'équipement	855	2 425	3 410	4 193	2 701	2 734	2 837	3 170	3 058	-3,5%	13,2%	
Crédit-bail	0	0	0	0	0	0	0	0	0			
Crédits à l'habitat	0	0	0	0	73	74	72	71	70	-1,2%	-4,5%	
Autres crédits	403	337	2 083	2 099	334	329	317	311	401	28,9%	20,4%	
	0	0	0	0	0	0	0	0	0			
Autres agents de CCB non ventilés	2 664	6 308	6 743	10 650	12 429	14 556	14 456	14 232	12 675	-10,9%	2,0%	
	0	0	0	0	0	0	0	0	0			
Total encours sain	287 296	314 762	341 224	372 162	395 229	405 333	410 995	424 457	426 969	0,6%	8,0%	
Créances douteuses brutes	16 237	17 194	18 890	22 788	24 522	23 838	24 597	24 219	28 416	17,3%	15,9%	
Créances douteuses nettes	4 822	5 869	6 236	9 227	8 630	9 057	9 228	8 699	12 460	43,2%	44,4%	
dont entreprises	3 001	3 081	3 089	4 451	3 735	4 432	4 424	3 709	7 252	95,5%	94,2%	
dont ménages	1 797	2 601	2 944	4 539	4 890	4 619	4 789	4 984	5 203	4,4%	6,4%	
Provisions	11 415	11 325	12 654	13 561	15 892	14 782	15 369	15 520	15 956	2,8%	0,4%	
Total encours brut	303 533	331 956	360 114	394 950	419 751	429 172	435 592	448 675	455 385	1,5%	8,5%	
	0	0	0	0	0	0	0	0	0			
Taux de créances douteuses	5,3%	5,2%	5,2%	5,8%	5,8%	5,6%	5,6%	5,4%	6,2%	0,8 pt	0,4 pt	
Taux de provisionnement	70,3%	65,9%	67,0%	59,5%	64,8%	62,0%	62,5%	64,1%	56,2%	-7,9 pt	-8,7 pt	

Parts de marché des établissements installés localement



Parts de marché des établissements installés localement

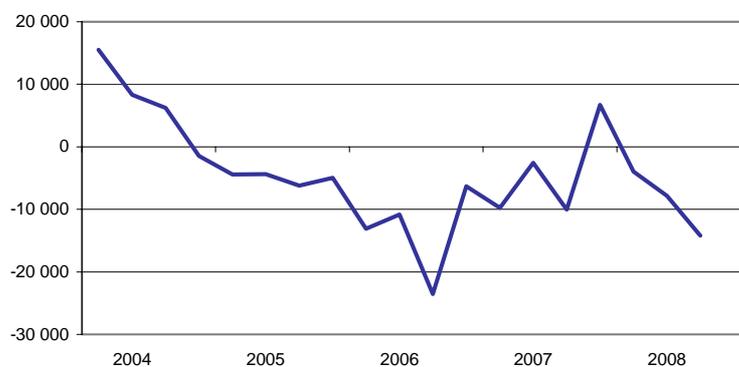


4. Le financement des crédits bancaires

4.1 L'équilibre emploi-ressources

Equilibre emplois - ressources	Montants en millions de XPF									Variations	
	sept.-03	sept.-04	sept.-05	sept.-06	sept.-07	déc.-07	mars-08	juin-08	sept.-08	1 trim	1 an
Emplois	333 916	348 360	370 506	410 355	434 760	446 782	450 274	463 354	469 988	1,4%	8,1%
Excédent des opérations diverses des EC	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
Crédits bruts	303 327	331 956	360 114	394 950	419 929	429 326	435 616	448 762	455 412	1,5%	8,4%
Réserves obligatoires et libres	9 287	10 196	10 392	15 405	14 831	10 728	14 658	14 592	14 576	-0,1%	-1,7%
Position extérieure nette des EC (si positive)	21 302	6 209	0	0	0	6 728	0	0	0		
Ressources	333 916	348 360	370 506	410 355	434 760	446 782	450 274	463 354	469 988	1,4%	8,1%
Dépôts collectés (- encaisses)	278 183	291 778	299 897	314 296	346 402	365 299	365 341	372 471	372 305	0,0%	7,5%
Ressources propres - Valeurs immobilisées	39 583	37 199	37 329	42 684	49 271	47 082	47 576	49 647	50 606	1,9%	2,7%
Excédent des opérations diverses des EC	12 542	14 106	20 452	23 290	25 507	29 796	30 927	30 533	30 842	1,0%	20,9%
Réescompte	3 607	5 278	6 614	6 561	3 544	4 605	2 465	2 873	2 045	-28,8%	-42,3%
Position extérieure nette des EC (si négative)	0	0	6 215	23 524	10 036	0	3 965	7 829	14 191	81,3%	41,4%

Position extérieure nette (en millions de F. CFP)

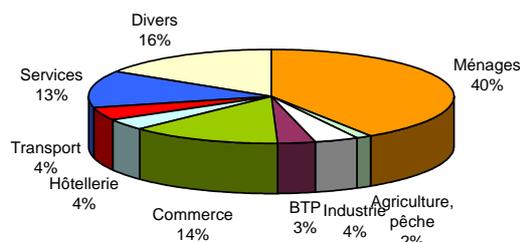


4.2 Le réescompte

Cotation et réescompte	Montants en millions de XPF									Variations	
	sept.-03	sept.-04	sept.-05	sept.-06	sept.-07	déc.-07	mars-08	juin-08	sept.-08	1 trim	1 an
Cotation											
Nombre d'entreprises cotées	3 975	4 113	4 808	4 681	5 136	5 242	4 392	4 457	4 520	1,4%	-12,0%
Nombre d'entreprises cotées et éligibles	1 131	1 245	1 305	1 434	1 000	1 250	1 316	1 575	1 124	-28,6%	12,4%
Taux d'éligibilité	28%	30%	27%	31%	19%	24%	30%	35%	25%		
Refinancement	4 465	6 590	6 614	6 561	3 544	4 605	5 173	5 080	4 825	-5,0%	36,1%
Engagements à court terme	1 135	2 101	1 914	2 029	1 376	2 036	2 219	2 311	2 361	2,2%	71,6%
Engagements à moyen terme	3 330	4 490	4 700	4 532	2 168	2 570	2 953	2 769	2 464	-11,0%	13,6%

5. Les engagements sectoriels

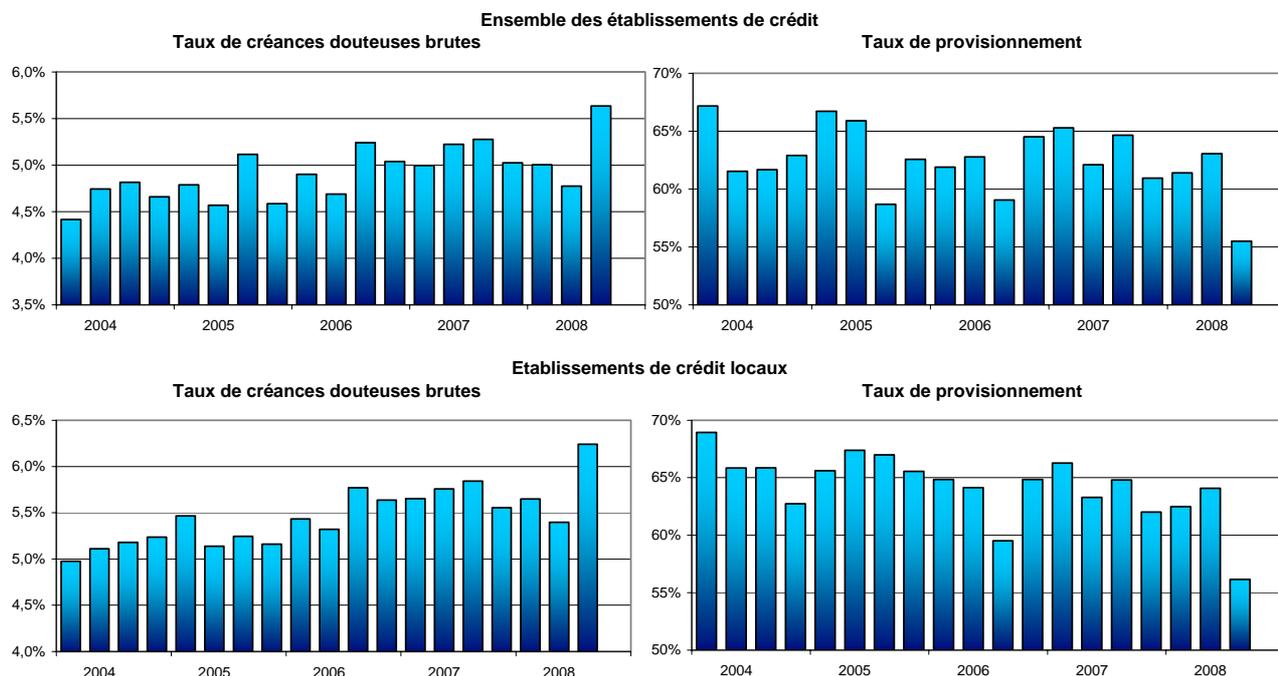
Répartition des engagements par secteur



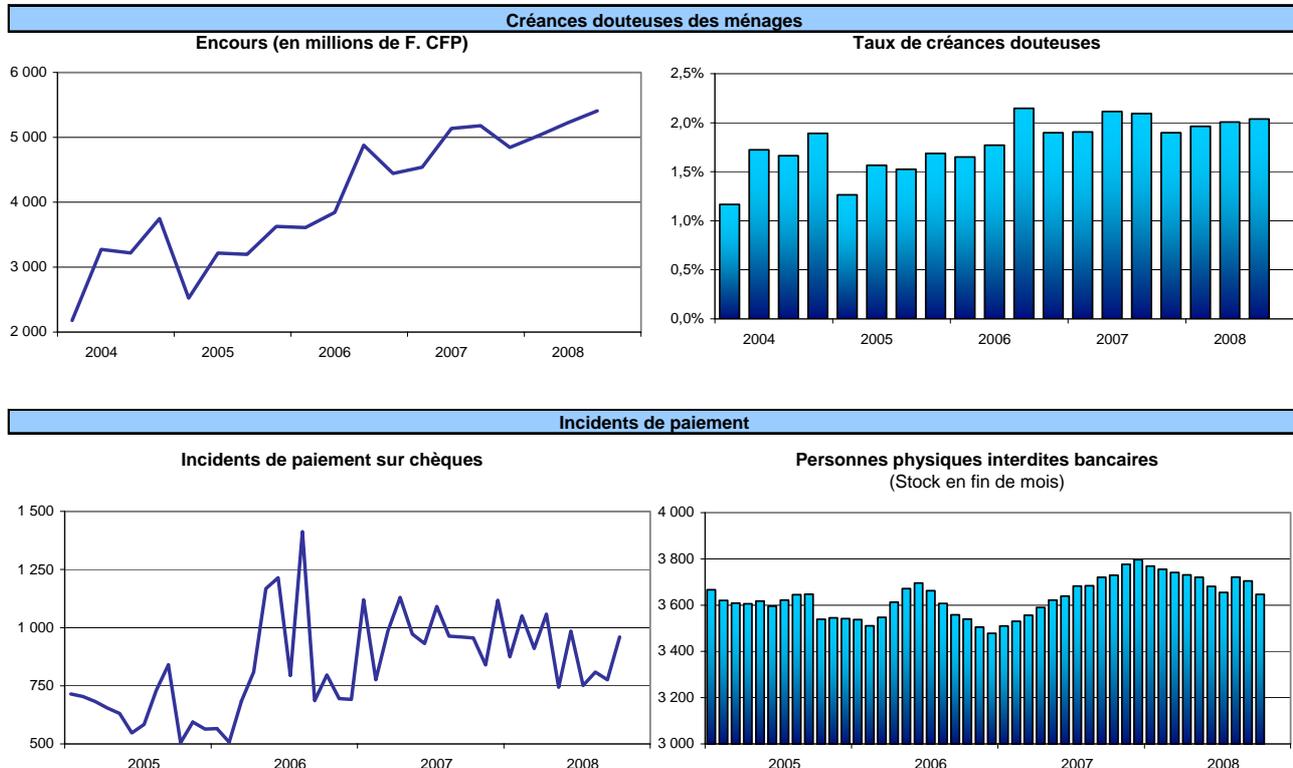
NB : Le présent graphe est à apprécier avec précaution compte tenu du caractère partiel d'un certain nombre de déclarations collectées par le Service Central des Risques.

6. Les indicateurs de vulnérabilité

6.1 Les indicateurs globaux

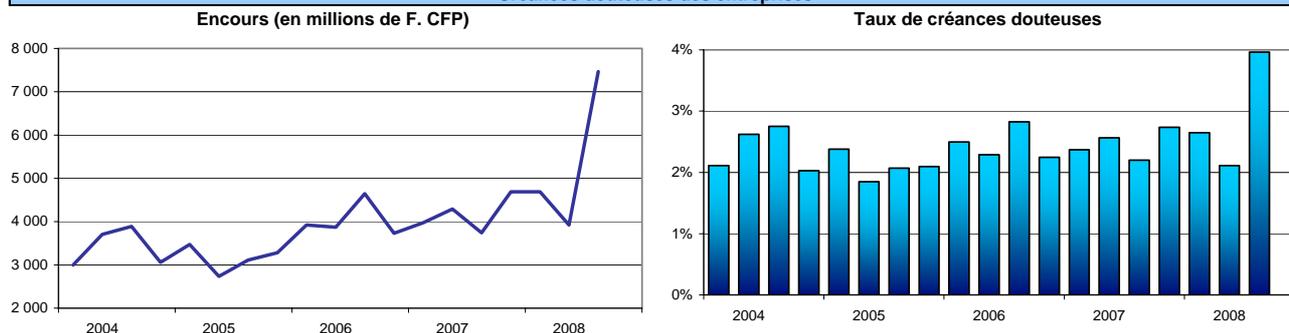


6.2 La vulnérabilité des ménages



6.3 La vulnérabilité des entreprises

Créances douteuses des entreprises



7. Les échanges de valeurs

Echanges de valeurs										Variations	
	sept.-03	sept.-04	sept.-05	sept.-06	sept.-07	déc.-07	mars-08	juin-08	sept.-08	1 trim	1 an
En nombre	2 865 276	2 915 983	2 998 085	2 988 823	3 132 669	3 348 216	3 090 543	3 176 435	3 117 717	-1,8%	-0,5%
Chèques	1 588 974	1 583 004	1 568 262	1 575 900	1 523 533	1 581 302	1 466 328	1 514 572	1 481 028	-2,2%	-2,8%
Virements	342 432	363 936	373 283	375 760	423 901	452 698	426 536	439 202	447 716	1,9%	5,6%
Effets et avis de prélèvements	358 954	376 239	410 910	366 355	455 475	494 032	469 212	476 682	438 802	-7,9%	-3,7%
Opérations monétiques	531 329	550 277	597 403	617 223	679 136	772 801	682 339	700 035	704 609	0,7%	3,8%
Autres	43 587	42 527	48 227	53 585	50 624	47 383	46 128	45 944	45 562	-0,8%	-10,0%
En millions de F CFP	243 041	263 500	266 342	269 065	285 429	303 431	267 939	283 974	295 110	3,9%	3,4%
Chèques	127 549	133 393	134 703	134 308	138 925	140 130	123 677	128 856	136 058	5,6%	-2,1%
Virements	97 902	110 353	111 135	111 520	123 644	138 323	120 740	131 493	135 303	2,9%	9,4%
Effets et avis de prélèvements	10 337	12 340	12 794	13 554	14 408	15 592	15 320	14 995	15 056	0,4%	4,5%
Opérations monétiques	4 948	5 178	5 592	6 975	6 470	7 446	6 250	6 501	6 566	1,0%	1,5%
Autres	2 305	2 236	2 119	2 708	1 982	1 940	1 953	2 128	2 126	-0,1%	7,3%

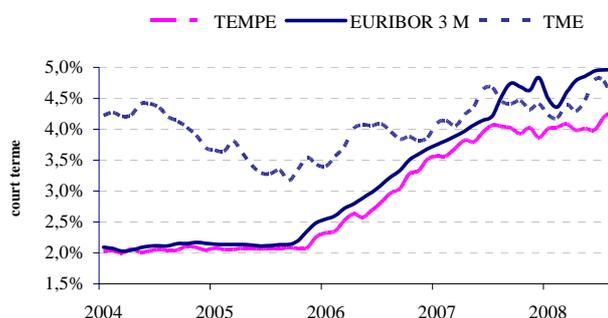
8. Rappel des taux

8.1 Les taux réglementés

TAUX D'INTERVENTION DE L'IEOM	
Taux de la facilité de dépôt	2,25%
Taux de réescompte des crédits aux entreprises	2,75%
Taux de réescompte des prêts bancaires au logement	3,00%
Taux de la facilité de prêt marginal	3,75%
Taux de l'escompte de chèque	3,75%

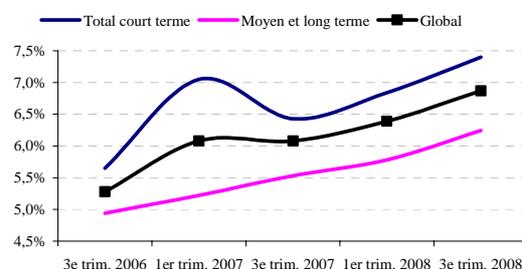
TAUX D'INTERET LEGAL	
ANNEE 2006 (JORF du 07/02/2006)	2,11%
ANNEE 2007 (JORF du 21/02/2007)	2,95%
ANNEE 2008 (JORF du 23/02/2008)	3,99%

8.2 Les principaux taux de marché



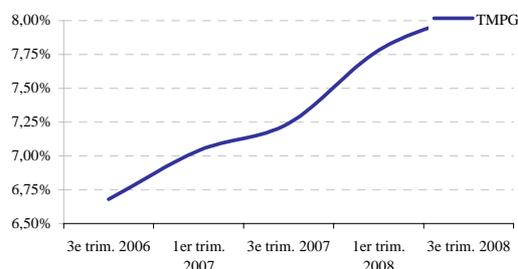
8.3 Les enquêtes de l'IEOM sur le coût du crédit aux entreprises

	3e trim. 2006	1er trim. 2007	3e trim. 2007	1er trim. 2008	3e trim. 2008	Variation annuelle
Total court terme	5,65%	7,05%	6,43%	6,84%	7,40%	97 pb
Moyen et long terme	4,94%	5,22%	5,53%	5,78%	6,24%	71 pb
Global	5,28%	6,08%	6,08%	6,39%	6,87%	79 pb



8.4 Les enquêtes de l'IEOM sur le coût du crédit aux particuliers

	3e trim. 2006	1er trim. 2007	3e trim. 2007	1er trim. 2008	3e trim. 2008	Variation annuelle
Prêts immobiliers	5,14%	5,34%	5,52%	5,98%	6,20%	68 pb
Prêts immobiliers relais	5,56%	-	5,23%	5,99%	6,41%	-
Prêts personnels <181920 FC FP	10,57%	14,58%	14,48%	11,80%	13,50%	-98 pb
Découverts	8,17%	9,30%	9,00%	9,34%	9,99%	99 pb
Prêts personnels >181920 FC FP	7,52%	7,46%	7,74%	8,45%	8,43%	69 pb
TMPG	6,68%	7,04%	7,24%	7,78%	8,05%	81 pb



8.5 Taux de l'usure

Le taux d'usure représente le taux maximum légal admis lors de la conclusion d'un prêt conventionnel ou d'un contrat similaire. Le taux effectivement appliqué, qui ne doit pas dépasser le taux usuraire, s'appelle le taux effectif global. L'usure constitue un délit pénal lorsque le taux d'intérêt dépasse un certain plafond déterminé par la loi. Le caractère excessif des intérêts stipulés au contrat varie en fonction du type de crédit consenti.

Les dispositions métropolitaines sur l'usure ont été étendues aux collectivités d'outre-mer du Pacifique par ordonnance n°2006-60 du 19 janvier 2006. Dès lors, les modifications suivantes ont été apportées au code monétaire et financier :

- l'article 32 de la loi n°2003-721 du 1er août 2003 pour l'initiative économique, supprimant le délit d'usure pour les contrats de prêt conclu avec des personnes morales pour des raisons professionnelles ;
- l'article 7 de la loi n°2005-882 du 2 août 2005 en faveur des petites et moyennes entreprises, supprimant le délit d'usure pour les prêts consentis à une personne physique agissant pour des besoins professionnels.

Conjoncture financière et bancaire

Les taux de l'usure demeurent donc applicables pour les seuls prêts aux particuliers et aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale. Un taux de l'usure sur les découverts en compte reste toutefois applicable aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale.

<i>Particuliers</i>	4e trim. 2007	1er trim. 2008	2e trim. 2008	3e trim. 2008	4e trim. 2008
Prêts immobiliers					
- Prêts à taux fixe	7,14%	7,12%	7,25%	7,31%	7,36%
- Prêts à taux variable	7,05%	7,05%	7,16%	7,19%	7,46%
- Prêts relais	7,00%	7,00%	7,25%	7,24%	7,53%
Autres prêts					
- Prêts d'un montant < ou = à 181.920 XPF	20,88%	20,88%	20,60%	20,76%	21,09%
- Découverts en compte, prêts permanents et financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > à 181.920 XPF	20,16%	20,16%	20,48%	20,51%	20,72%
- Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 181.920 XPF	9,38%	9,38%	9,60%	9,68%	9,77%
<i>Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale</i>	<i>4e trim. 2007</i>	<i>1er trim. 2008</i>	<i>2e trim. 2008</i>	<i>3e trim. 2008</i>	<i>4e trim. 2008</i>
Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	11,49%	11,53%	11,39%	11,31%	11,35%
Prêts d'une durée initiale supérieure à 2 ans, à taux variable	7,51%	7,64%	7,39%	7,47%	9,24%
Prêts d'une durée initiale supérieure à 2 ans, à taux fixe	7,33%	7,64%	7,73%	7,76%	8,15%
Découverts en compte commission de plus fort découvert exclue)	14,61%	14,71%	14,29%	14,25%	14,17%
Autres prêts d'une durée initiale < ou = à 2 ans	9,72%	9,67%	9,84%	9,68%	10,27%
<i>Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale</i>	<i>4e trim. 2007</i>	<i>1er trim. 2008</i>	<i>2e trim. 2008</i>	<i>3e trim. 2008</i>	<i>4e trim. 2008</i>
Découverts en compte	14,61%	14,71%	14,29%	14,25%	14,17%

Directeur de la publication : Yves BARROUX
Responsable de la rédaction : Max REMBLIN
Editeur : IEOM - Etablissement public
Achevé d'imprimer le 11 décembre 2008
Dépôt légal : 11 décembre 2008 - N° ISSN 0296-3108

INSTITUT D'EMISSION D'OUTRE-MER

Agence de Polynésie française
21 rue du Docteur CASSIAU – BP 583 - 98713 PAPEETE
Tél. : (689)506500 – Télécopie : (689)506503
Site Internet : www.ieom.fr

Coordonnées du siège



IEOM

5, rue Roland Barthes
75598 PARIS CEDEX 12
tél : (33) 1 53 44 41 41
Fax : (33) 1 43 47 51 34
contact@ieom.fr



Coordonnées des agences



Agence de la Nouvelle-Calédonie

19, rue de la République
BP 1758
98845 Nouméa Cedex

E-mail : agence@ieom.nc
Tel. : (687) 27.58.22
Fax : (687) 27.65.53



Agence de la Polynésie française

21, rue du Docteur Cassiau
BP 583
98713 Papeete RP

E-mail : direction@ieom.pf
Tel. : (689) 50.65.00
Fax : (689) 50.65.03



Agence de Wallis-et-Futuna

BP G-5 - Mata'Utu
98600 Uvea
Wallis-et-Futuna

E-mail : ieomwfwallis.co.nc
Tel. : (681) 72.25.05
Fax : (681) 72.20.03